

# JUSTICE SEXUELLE ET ÉCONOMIQUE

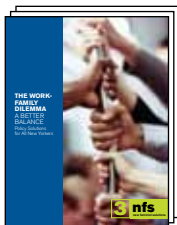
## AUTRES VOLUMES DANS LA SÉRIE



VOLUME 1  
*Responding to Violence,  
Rethinking Security:  
Policy Alternatives  
for Building Human  
Security*



VOLUME 2  
*Women, Work, and the  
Academy: Strategies for  
Responding to 'Post-Civil  
Rights Era' Gender  
Discrimination*



VOLUME 3  
*The Work-Family Dilemma:  
A Better Balance*

Pour télécharger un rapport de la New Feministe Solution série, visitez [www.barnard.edu/bcrw](http://www.barnard.edu/bcrw) ou appelez le 212.854.2067 pour demander un exemplaire gratuit.

## VERS UNE VISION D'UNE JUSTICE SEXUELLE ET ÉCONOMIQUE

Écrit par Kate Bedford et Janet R. Jakobsen

Publié par le Centre de recherche sur les femmes à l'université de Barnard (Barnard Center for Research on Women)

Durant ces dernières années, le Centre de recherche sur les femmes à l'université de Barnard a entrepris d'établir des liens entre les combats féministes et les combats pour la justice raciale, économique, sociale et internationale. Nous avons construit un vaste réseau de partenariats inestimables avec des universitaires, des activistes et des artistes qui contribuent au long combat pour un monde plus juste.

Ce rapport est basé sur le colloque et la conférence Virginia C. Gildersleeve à l'université de Barnard, dont Josephine Ho et Naomi Klein étaient les principales intervenantes. Les participant-e-s à ce colloque ont tout-e-s apporté d'importantes contributions à notre compréhension de la justice au niveau global en tant qu'activistes, artistes, et universitaires qui ont exploré les implications de la justice économique et de la justice sexuelle et qui ont tâché d'établir des liens entre ces sphères. L'objectif de cette session était de mettre en avant les connexions entre les combats pour la justice sexuelle et la justice économique afin d'imaginer de nouvelles manières de rassembler des personnes et des mouvements différents dans leurs efforts pour établir la justice. Ce rapport constitue une synthèse de courts documents développés par les participant-e-s en vue du colloque (disponibles sur [www.barnard.edu/bcrw/justice/index.htm](http://www.barnard.edu/bcrw/justice/index.htm)) et de leurs conversations pendant la session. Nous les remercions pour leur engagement, leur intelligence, et leur générosité.

Radhika Balakrishnan  
Kate Bedford  
Suzanne Bergeron  
Elizabeth Bernstein  
Jon Binnie  
Ann Cammett  
Davina Cooper  
Lisa Duggan  
Mary Margaret Fonow  
Gisela Fosado  
Claudia Hinojosa  
Josephine Ho  
Janet Jakobsen

Kamala Kempadoo  
Naomi Klein  
Gabrielle Le Roux  
Irene León  
Njoki Njoroge Njehû  
Rhacel Salazar Parreñas  
Brooke Grundfest Schoepf  
Stephanie Seguino  
Svati Shah  
Anna Marie Smith  
Neferti Tadiar  
Ara Wilson

La publication de ce rapport a été financée par un don généreux de la Fondation Ford. Les colloques et l'atelier ont été rendus possibles grâce au soutien essentiel de la Fondation Overbrook et de la Fondation Ford.



# JUSTICE SEXUELLE ET ÉCONOMIQUE

---

Au cœur de ce rapport, basé sur des conversations qui ont eu lieu à l'université de Barnard en automne 2007<sup>1</sup>, se situent deux combats pour la justice au niveau international: les divers efforts pour obtenir une plus grande justice économique dans nos sociétés et dans nos vies, ainsi que le combat complexe pour une justice sexuelle dans nos sociétés et dans nos vies. Ce rapport soulève plus particulièrement les problématiques suivantes: Comment concevoir les connexions entre la justice sexuelle et la justice économique, deux sphères trop souvent considérées séparément? Comment comprendre les changements récents en économie et en politique (inter)nationale en relation avec la sexualité? Quelles possibilités – si possibilités il y a – sont engendrées par les formulations contemporaines du capitalisme international pour d'autres politiques sexuelles; et à l'inverse, quelles nouvelles normes et règles sexuelles sont forgées dans ce nouvel ordre mondial néolibéral? Que pouvons-nous apprendre des personnes qui travaillent à la croisée de ces combats pour la justice, et comment, fondamentalement, pouvons-nous faciliter leurs efforts?

### Obstacles et cadres dominants

Pour répondre à ces questions, il est nécessaire de dépasser la séparation présupposée entre ces deux questions et les mouvements qui leur sont associés. Les mouvements contemporains pour la justice économique globale ont tendance à considérer les questions de

sexualité comme n'ayant aucun rapport avec leur travail. De la même manière, les campagnes pour les droits sexuels mettent rarement en avant des problématiques économiques. Par exemple, bien que les combats féministes pour les droits reproductifs et l'intégrité corporelle constituent des modèles importants pour d'autres mouvements au niveau international, ces combats sont souvent considérés comme secondaires, insignifiants, ou abstraits, par les personnes qui visent à contester les injustices économiques mondiales. De même, il est également difficile pour certain-e-s activistes qui militent pour les droits reproductifs de soulever des questions liées à la justice économique (Balakrishnan) et/ou à la sexualité lesbienne (Hinojosa). De la même manière, au sein du monde universitaire, les discussions sur la pauvreté, l'ajustement structurel, et le néolibéralisme ont généralement lieu bien loin des recherches sur les droits sexuels, l'émergence d'une identité "gaie mondiale", le tourisme sexuel, le trafic d'êtres humains, et le travail sexuel. Ce clivage persiste alors même que des sujets comme le trafic d'êtres humains – une question d'abord liée principalement au travail dans les usines – se sont recentrés exclusivement sur la sexualité.

D'un côté, comme l'une de nos participant-e-s l'a exprimé, "la justice sexuelle et la justice économique ne bénéficient pas du même type de légitimité dans les discussions. Beaucoup de conversations sur la sexualité sont complètement interdites, voire criminelles" (Ho). Dans certaines régions africaines, par exemple, "la notion de justice économique est largement acceptée" parmi les chefs religieux, les organisations non-gouvernementales, et de nombreuses campagnes au niveaux local, national

---

1. Les références aux participant-e-s entre parenthèses désignent les papiers préparés pour le colloque. Ces papiers se trouvent à: [www.barnard.edu/bcrw/justice/index.htm](http://www.barnard.edu/bcrw/justice/index.htm)

et international. Mais “la justice sexuelle ne jouit ni de la même ‘respectabilité,’ ni du même soutien” (Njehû). D'un autre côté, dans d'autres cercles, et particulièrement dans le monde universitaire américain, il est souvent moins difficile de parler de certains droits des gays et des lesbiennes que d'aborder le sujet de la pauvreté ou des inégalités de classe (Smith). La division entre la justice sexuelle et économique a également été définie et fermement établie de plusieurs manières – comme une division entre des questions politiques touchant à des minorités et à la majorité, aux politiques sociales et culturelles, à la reconnaissance et à la redistribution, au besoin et au désir (Duggan; León; Shah; Wilson). L'argument le plus préjudiciable a peut-être été celui consistant à établir une différence entre les vrais sujets politiques, tels que la guerre et l'économie, et les problèmes considérés comme superficiels et sans importance d'une élite gaie occidentale aisée (Binnie).

Ces divisions sont de plus en plus difficiles à maintenir, et les liens entre la justice sexuelle et économique sont maintenant reconnus, tout du moins dans certains cercles. Les féministes ont longtemps maintenu que les décisions portant sur l'intimité et la sphère privée sont lourdement influencées par les ressources auxquelles on a accès (Hinojosa), et ont insisté à maintes reprises sur le fait que ni les droits reproductifs ni l'autonomie sexuelle ne peuvent être envisagés séparément de la justice économique. Par conséquent, au niveau interpersonnel, nous savons déjà que les femmes qui sont dans une position économique plus faible que les hommes sont moins aptes à négocier des rapports sexuels protégés (Seguino; Grundfest Schoepf). Nous savons également

que nos choix en matière de relations intimes peuvent avoir de profondes conséquences économiques. Aux Etats-Unis, par exemple, un des moyens les plus répandus d'obtenir une couverture maladie est d'être rattaché à l'assurance santé d'un-e partenaire, ce qui signifie que les relations sexuelles sont aussi des relations liées aux soins médicaux. De plus, une étude portant sur plus de 4000 individus dans l'Union Européenne a conclu qu'en moyenne, le salaire d'une femme diminue de 17% après un divorce, alors que le salaire d'un homme augmente de 11% – faisant du divorce une question économique cruciale pour beaucoup de féministes (Jansen et al. 2007).

Ces connexions sont également visibles au niveau macroéconomique. Par exemple, les services de santé reproductive ont été dévastés par des restrictions budgétaires dans de nombreuses régions du monde, et dans certains domaines où des progrès avaient été accomplis en matière de santé, de nombreux problèmes ont ressurgi. Entre 1990 et 2000 la mortalité maternelle a augmenté dans beaucoup de pays, tels que dans les plus pauvres (Nicaragua, Tanzanie, Zimbabwe, Mauritanie), les pays à revenu moyen (Panama, Russie), et aussi jusqu'à certains pays riches (Etats-Unis et Royaume-Uni) (Banque Mondiale 2006). Les mesures d'ajustement structurel ont également endommagé l'infrastructure des services de santé d'un grand nombre de pays, réduisant leur capacité à faire face à la crise croissante du VIH/Sida (Grundfest Schoepf). De la même manière, de plus en plus d'activistes dans la lutte contre le VIH/Sida qui se sont concentrés sur des questions de justice sexuelle liées à la transmission du virus se tournent à

## CONCEPTS CLÉS

### NÉOLIBÉRALISME

Nous définissons le néolibéralisme comme d'importants changements économiques, politiques et culturels qui ont provoqué une forte réaction de la part de nombreux-ses activistes autour du monde. Le néolibéralisme est un ensemble de politiques macroéconomiques qui privilégient un modèle de croissance basé sur les principes de l'économie de marché, notamment la dérégulation, le libre-échange, la privatisation, et une réduction des services publics fournis par l'État. Ces politiques ont commencé dans les années 1970. Elles ont intensifié les combats quotidiens que mènent les pauvres pour survivre et ont créé davantage d'insécurité pour la majorité de la population mondiale.

Par exemple, le néolibéralisme a provoqué d'importants changements économiques qui ont aggravé la précarité de l'emploi, tels que la diminution des emplois syndiqués dans l'industrie, la croissance dans le secteur des services, une nouvelle économie basée sur un marché du travail flexible et des méthodes de production rapide à travers lesquelles les entreprises s'efforcent de répondre immédiatement aux pressions du marché, ainsi qu'une augmentation des contrats de sous-traitance et des travailleurs-ses indépendant-e-s (Fudge et Owens 2006, 7). À cause de ces changements, de plus en plus de personnes ont des emplois précaires avec des contrats temporaires et des horaires irréguliers. Par conséquent, la problématique de l'emploi précaire est une priorité essentielle pour les grands syndicats ouvriers

internationaux (Vosko 2006). Cependant, il est important de souligner que le néolibéralisme et la précarité qu'il engendre impliquent des changements au-delà du domaine de l'économie et de l'emploi. Pour être mis en pratique, le néolibéralisme dépend de diverses stratégies politiques. Pour ceux et celles qui associent l'expérience du néolibéralisme au Chili du General Pinochet, le modèle économique du libre-échange évoque la dictature militaire et la répression (Klein 2007). De plus, durant les années 1980, les institutions multilatérales de développement ont conseillé aux pays endettés d'adopter des politiques basées sur le libre-échange, employant de nombreuses conditions pour dicter des approches obligatoires aux politiques économiques. En 1989, les prêts d'ajustement structurel comprenaient en moyenne 56 conditions, et certains en avaient plus de 100 (van Dijk 1998, 113). Par conséquent, dans une grande partie du Sud, le néolibéralisme a été associé à une réduction de la souveraineté de l'État et à un effort de réprimer la participation du public dans la formulation de politiques économiques. Ainsi, le terme "néolibéralisme" provoque beaucoup de résistance de la part des activistes et est employé par de nombreux mouvements sociaux.

Une autre caractéristique du néolibéralisme est que cette doctrine tient les individus pour responsables de gérer leur vie et leur comportement de manière conforme aux exigences du marché. Ainsi, l'esprit d'entreprise et une attention particulière à la responsabilité

individuelle sont des stratégies politiques essentielles associées au néolibéralisme (Rose 1999).

Toutefois, suite à des manifestations et des crises autour du monde, de récents efforts pour rendre le modèle du libre-échange plus humain et durable ont soulevé de nouvelles questions sur les formes politiques que prend le néolibéralisme. Alors que les ONG sont de plus en plus appelées à aider à gérer le côté social du capitalisme et que les efforts se multiplient pour arriver à une croissance durable et humainement gérable à travers des programmes de lutte contre la pauvreté, le néolibéralisme entre-t-il dans une phase ajustée, employant différentes techniques politiques et associé à des configurations de pouvoir différentes et apparemment plus bénignes? Ou bien, le modèle du libre-échange est-il devenu plus brutal que jamais, s'appuyant sur ce que Naomi Klein a appelé une "doctrine du choc" aux plusieurs facettes, dont une situation de guerre totale, de crise économique et de terreur psychologique visant à générer des profits massifs pour les entreprises multinationales? Ces questions sur le néolibéralisme – une formation qui d'après Klein est parfaitement accomplie dans l'art de changer de forme – demeurent sans réponse. Non seulement elles donnent forme à des discussions académiques sur l'État du monde aujourd'hui, mais elles influencent également les formes que prennent les plaidoyers des militant-e-s vis-à-vis des gouvernements et des agences de prêt multilatérales.

présent vers la nécessité de réformer les politiques de santé et du marché au niveau international afin de faciliter l'accès aux traitements (voir page 18). Ces exemples représentent autant de zones d'intersection entre les débats internationaux sur l'économie et ceux sur la sexualité. Ces connexions apportent d'importantes leçons: elles offrent la possibilité de guider des combats pour la justice vers une approche moins exclusive et plus exhaustive.

Toutefois, comme beaucoup de nos participant-e-s (ex: Bergeron, Hinojosa, Shah, et Wilson) l'ont souligné, la manière dont les problématiques de justice économique et de justice sexuelle sont formulées et traitées constitue un des obstacles majeurs qui rendent difficiles le rassemblement de différents mouvements. La façon dont une question est traitée est essentielle: celle-ci peut contribuer à obtenir du soutien pour un mouvement et faciliter des connexions potentielles avec d'autres mouvements. Nos participant-e-s ont fait part de leurs préoccupations quant à l'actuelle approche employée vis-à-vis des problématiques de justice économique et de justice sexuelle. Ces dernier-e-s ont expliqué que cette approche rend difficile l'établissement de liens entre différents mouvements, et ont proposé des alternatives aux formulations courantes de la justice économique et sexuelle afin de faciliter les connexions entre ces mouvements.

## Justice économique

Qu'entend-on précisément lorsque l'on parle de justice économique? Voilà une question particulièrement importante, qui suscite autant de réponses qu'il y a de personnes interrogées. Pour les défenseurs de l'économie de marché, les ultralibéraux et les libéraux, la justice économique est une équité basée sur des droits formels comme la propriété privée, la limitation du rôle de l'État, l'ouverture au commerce international, et un rôle

toujours plus important accordé aux responsabilités individuelles – autrement dit, les politiques néolibérales critiquées par de nombreux-tes activistes pour avoir engendré de vastes inégalités et injustices économiques.

Certains mouvements ont critiqué le fait que la lutte pour la justice économique ne soit généralement définie qu'en termes relatifs à l'économie de marché, et ont souligné les liens qui existent entre les problématiques de justice et d'équité d'une part, et l'atteinte d'un objectif de bien-être individuel et collectif d'autre part. Certains de ces mouvements ont travaillé dans le cadre de l'économie capitaliste pour développer des formes de capitalisme qui adoptent une approche plus humaine que le néolibéralisme. La plus connue de ces approches, développée par l'économiste Amartya Sen et institutionnalisée à travers des projets des Nations Unies comme le rapport sur le développement humain, lie le bien-être humain à la notion de capacités (Sen 1999). Comme le précise l'ONU: "Le développement vise ... à élargir les choix qui s'offrent aux personnes pour leur permettre de mener des vies qui leur sont précieuses. Il s'agit donc de bien plus qu'une simple croissance économique, qui n'est qu'un moyen – certes très important – d'élargir les choix qui s'offrent aux populations. L'élargissement de ces choix repose sur un élément essentiel: le développement des capacités humaines, c'est-à-dire l'éventail de choses que les gens peuvent faire ou être dans la vie. Les capacités fondamentales pour le développement humain consistent à mener une vie caractérisée par la longévité et la santé, l'accès au savoir, l'accès aux ressources nécessaires pour atteindre un niveau de vie décent et être en mesure de prendre part à la vie de la communauté" (Programme des Nations Unies pour le développement 2005).

Les défenseurs de l'approche des capacités soutiennent que l'État doit jouer un rôle de médiateur afin de faire face aux problèmes que l'économie de marché ne peut

résoudre dans le domaine du bien-être, tels que ceux cités précédemment. Ceci inclut le développement de politiques établissant un filet de sécurité au niveau social et atténuant les instabilités des économies de marché capitalistes et dérégulées. Certaines des mesures envisagées sont: un contrôle de la mobilité du capital financier; un système public d'assurance maladie, de garde d'enfants, et d'éducation; une taxation échelonnée qui limite les différences de salaire; un système de sécurité sociale, notamment pour les retraites et les personnes handicapées; et des politiques économiques qui facilitent un accès équitable à l'emploi. Pour les défenseurs de cette approche, le rôle de l'État ne se résume pas seulement à fournir des biens et des services, mais également à contrebalancer la dérégulation des capitaux. Aujourd'hui, étant donné que le néolibéralisme promeut un capitalisme dérégulé et menace de mettre fin aux services sociaux nécessaires à la réalisation des capacités humaines, les débats politiques sont centrés sur la protection et la restauration de services publics de base.

Bien que ces questions et ces combats soient importants, il existe également toute une palette de mouvements sociaux qui visent à changer la structure des relations économiques afin d'assurer une meilleure redistribution et un meilleur équilibre entre les personnes et les profits. Les disputes entre les défenseurs d'une économie de marché dérégulée et les capitalistes plus progressistes risquent d'entraver une vision qui conçoit des changements économiques plus profonds. Pour les activistes et les mouvements qui visent à accomplir de tels changements, la justice économique se définit davantage comme la mise en place de dispositions économiques qui ne constituent pas d'emblée un désavantage pour de larges secteurs de la société – un désavantage que l'État aurait ensuite à rectifier. A leur sens, un système économique juste est un système qui répond aux besoins des peuples et de la planète. Dans

la poursuite de cette possibilité alternative pour une justice économique, nous devons nous poser la question, une fois de plus, de savoir à quoi sert l'économie. Comment l'économie aide-t-elle les gens à vivre une vie satisfaisante à laquelle ils ou elles attribuent de la valeur, une vie qui ne procure pas seulement du plaisir mais qui restructure le travail en le rendant plus agréable? Ces questions sont des points importants de débat et même de controverse, mais elles offrent également des points de connexion avec la justice sexuelle.

## Justice sexuelle

De même qu'il existe différentes visions de la justice économique, il y a (aujourd'hui) différentes perspectives de la justice et des politiques sexuelles. Lisa Duggan a mis en lumière deux approches dominantes: 1) une politique sexuelle conservatrice structurée autour de la régulation de la sexualité, qui englobe diverses politiques dites centrées sur les "valeurs familiales." Celles-ci incluent des restrictions budgétaires pour la santé reproductive, des politiques homophobes réitérant l'institutionnalisation du mariage hétérosexuel ou la criminalisation de l'homosexualité, des réductions budgétaires dans le domaine de l'éducation sexuelle, et des restrictions des efforts de prévention contre le Sida; 2) une politique libérale basée sur l'égalité des sexes qui s'est focalisée sur les "droits des femmes" et les "droits gays," et qui inclut souvent des campagnes pour le droit des couples homosexuels de se marier et des mouvements pour la liberté sexuelle formulée en termes de droits. Au-delà de ces droits sexuels de base, les mouvements pour l'égalité promeuvent souvent des libertés économiques qui incluent des domaines tels que "le tourisme gay" ou le droit au sexe commercial. Comme le souligne Duggan, ces modèles basés sur les droits ont tendance à se concentrer sur la liberté sexuelle de manière isolée d'autres problématiques, comme la

justice économique, mais aussi les politiques concernant la race et la nation. Par conséquent, les droits sexuels peuvent faire partie d'une approche qui renforce le racisme et l'impérialisme contemporains. Avec la question du "tourisme gay," par exemple, les combats pour les "droits gays" au niveau international sont souvent menés au nom des gays et lesbiennes blancs des pays industrialisés qui souhaitent voyager dans des régions du monde, telles que les Caraïbes, qui sont économiquement dominées par le Nord.<sup>2</sup>

Bien qu'il existe, évidemment, d'importantes différences entre les politiques sexuelles structurées autour de la régulation et les politiques basées sur la notion d'égalité, ces deux modèles s'inscrivent aisément dans le système néolibéral et sont parfois vus comme les deux faces d'une même pièce. En particulier, comme le souligne Josephine Ho, l'opposition entre la régulation et l'égalité correspond aux différents aspects de l'économie capitaliste qui, d'un côté, déstabilise les relations sociales traditionnelles, et d'un autre côté, dépend d'un système qui régule les relations sociales. Par conséquent, alors que le capitalisme peut assouplir certaines mesures qui contrôlent les sexualités, ces changements et ces ouvertures sont souvent accompagnés ou suivis de tendances régulatrices. Par exemple, alors que les adolescents à Taiwan sont plus indépendants et moins soumis à l'autorité parentale traditionnelle, ils sont également soumis à de nouvelles formes de contrôle et de surveillance, en particulier liées aux nouvelles technologies comme Internet.

Face à ces sujets complexes et aux pressions contradictoires qu'ils exercent sur les mouvements sociaux, les activistes et les universitaires se posent une question restée sans réponse depuis des siècles: le capitalisme est-il synonyme d'oppression ou de libération

sexuelle? Nos participant-e-s se sont accordé-e-s sur le fait qu'il faut chercher des réponses qui vont au-delà de ce dualisme et se pencher sur les possibilités que les formulations contemporaines du capitalisme global engendrent pour des politiques sexuelles alternatives, ainsi que les nouvelles normes et régulations sexuelles forgées dans le nouvel ordre mondial néolibéral. Par exemple, Radhika Balakrishnan soutient que le capitalisme est à la fois libérateur pour les femmes et fondé sur leur exploitation: il leur offre davantage d'autonomie, mais en même temps, il les représente comme des objets sexuels. Ara Wilson a analysé des centres commerciaux à Bangkok et a conclu que ces lieux engendraient de nouvelles possibilités d'expression sexuelle – à la fois pour les couples hétérosexuels et les lesbiennes – tout en renforçant une citoyenneté économique basée sur la consommation (Wilson 2004, 132). De même, comme le souligne Stephanie Seguino, une des raisons pour lesquelles il est impossible de répondre à cette question de manière catégorique est précisément le fait que la sexualité, tout comme l'économie, présente de multiples facettes et complexités. Le terme "sexualité" peut entre autre faire allusion à l'expression sexuelle, au plaisir, à l'intégrité corporelle, aux droits et aux soins reproductifs. C'est pourquoi "le néolibéralisme peut réduire l'oppression sexuelle dans les domaines de l'expression et du plaisir. Mais il peut aussi mener à un rôle diminué de l'État, ce qui peut faire baisser les salaires des femmes par rapport à ceux des hommes, réduire l'accès des femmes à la santé reproductive, et limiter leur pouvoir de négociation dans leurs relations personnelles."<sup>3</sup> Le choix entre la régulation et l'égalité est trop limité et ne permet pas d'analyser ces dynamiques contradictoires.

---

2. Voir Puar (2001), Alexander (2005), Kempadoo (2004).

---

3. Pour une analyse similaire de l'impact de la mondialisation sur la sexualité, voir la Campagne pour une convention inter-américaine sur les droits sexuels et reproductifs (The Campaign for an Inter-American Convention on Sexual and Reproductive Rights) (2006).

Afin d'avancer dans cette analyse, il nous faut dépasser l'érotophobie et l'homophobie qui sont trop souvent caractéristiques de certains partis et mouvements de gauche traditionnels (Binnie). Cependant, il faut également mieux comprendre les multiples formes de plaisir associées au capitalisme (mais en aucun cas englobées par celui-ci) afin d'analyser ce que Balakrishnan appelle les micro-plaisirs dans le travail, par exemple, et les façons dont les consommatrices peuvent considérer qu'elles ont le droit de satisfaire leurs désirs et d'acheter des produits pour satisfaire ces désirs. En effet, les participant-e-s ont eu une discussion franche à ce sujet, certain-e-s critiquant la consommation comme le problème principal (Grundfest Schoepf), et d'autres se demandant si ces développements dans le domaine de la consommation ne pourraient pas engendrer des leçons importantes ou même des possibilités de transgressions pour les personnes qui s'intéressent à la sexualité et aux marchés (Balakrishnan, Wilson). Toutefois, notre vision de la justice sexuelle doit laisser une place au plaisir et au désir, et elle doit donc envisager comment reconquérir ces termes et les extraire de leur objectification usuelle.<sup>4</sup>

La relation entre la sexualité et l'État est tout aussi compliquée que la relation entre la sexualité et le capitalisme. Afin d'arriver à une justice sexuelle, l'État doit garantir les conditions requises pour permettre à tou-t-e-s d'accomplir leurs capacités humaines. Par exemple, un soutien institutionnel de l'État peut se révéler nécessaire afin d'atteindre le bien-être économique qui rend possible une liberté d'expression sexuelle. À l'inverse, des réglementations provenant de l'État peuvent également entraver cette même liberté. Ainsi, de même qu'avec le débat sur l'objectification et la justice sexuelle,

les participant-e-s ont eu une conversation animée sur le rôle de l'État dans la promotion de la justice sexuelle. Certain-e-s soutenaient que le rôle de l'État est un problème qui a tendance à réguler les comportements, et ce que Michel Foucault (1991) appelle la "gouvernementalité." D'autres affirmaient que l'État a un rôle crucial à jouer et que celui-ci se doit d'assurer les ressources et les opportunités socio-économiques nécessaires à la réalisation de la justice sexuelle. Cette complexité est d'autant plus intensifiée quand la justice sexuelle et la justice économique sont mises en relation. Certains groupes qui s'intéressent à la justice économique font appel à l'État comme rempart contre le néolibéralisme, mais trouvent difficile de maintenir une critique de l'État comme site de régulation sexuelle normative (Shah).

Étant données ces complexités liées autant au capitalisme qu'à l'État, nous espérons trouver une issue hors du débat infructueux entre la régulation et l'égalité, ainsi qu'entre l'économie de marché et les approches qui appellent l'État à se porter défenseur d'une sexualité normative. Notre projet est d'explorer une troisième vision de la justice sexuelle qui dépasse les définitions étroites des droits qui s'inscrivent dans le marché et particulièrement dans le néolibéralisme et qui présument que l'État ne doit jouer qu'un rôle limité dans la défense de ces droits étroitement définis. En bref, nous sommes intéressé-e-s par une vision de la justice sexuelle qui défierait les injustices économiques tout autant que le déni des droits sexuels. Pour accomplir cette vision, nous devons repenser la justice économique et la justice sexuelle ainsi que leur relation.

---

4. Voir également le travail de l'Institut sur la sexualité (Sexuality Institute) à l'Institut pour les études sur le développement (Institute of Development Studies), qui a souligné l'importance d'incorporer le plaisir dans les efforts internationaux pour le développement qui se consacrent à la sexualité.

## CONCEPTS CLÉS

### NORMATIVITÉ

Des universitaires et des militant-e-s ont développé le concept de “normativité” pour mieux mettre en lumière les liens entre le pouvoir politique et les normes morales. Les angoisses publiques modernes au sujet du genre et de la sexualité associent les normes morales sur la complémentarité des genres masculin et féminin, les couples monogames, et la famille nucléaire à toutes sortes de politiques et de régulations sociales, de l'assurance maladie à l'immigration en passant par l'ajustement structurel. Les personnes qui ne se conforment pas au modèle normatif de genre et de sexualité peuvent se retrouver exclues de nombreux services sociaux et gouvernementaux, du droit de traverser des frontières nationales au droit d'être traité-e décemment au travail. Ces structures normatives rendent les personnes trans et les minorités sexuelles particulièrement vulnérables, que ce soit dans le domaine de la marginalisation sociale ou économique.

Les universitaires travaillant sur le concept de normativité sexuelle se sont initialement penché-e-s sur l'hétéronormativité — les institutions, structures et pratiques qui contribuent à la normalisation des formes dominantes d'hétérosexualité comme universelles et moralement vertueuses (Berlant et Warner 1998, 548). Celles-ci incluent des institutions évidentes, telles que la restriction gouvernementale du mariage comme un droit dont ne peuvent jouir uniquement les personnes hétérosexuelles. Elles incluent également des pratiques moins évidentes malgré leur omniprésence, comme les histoires romantiques des feuilletons à la télévision, des films et des romans, ou encore comme les questions persistantes de proches demandant si quelqu'un est marié.

Non seulement l'hétéronormativité nuit aux minorités sexuelles qui sont exclues et marginalisées, celle-ci régule et complique aussi la vie des personnes hétérosexuelles. Par exemple, les personnes hétérosexuelles qui ne se conforment pas à l'idéal d'une relation monogame qui dure toute la vie peuvent se retrouver désavantagées en termes de retraite et d'allocations; les personnes qui élèvent des enfants en dehors des structures familiales normatives peuvent se retrouver sanctionnées; les personnes qui ne veulent pas ou ne peuvent pas avoir des enfants peuvent être stigmatisées. La normativité engendre une société dans laquelle certaines personnes sont incluses dans un “cercle favorisé” (Rubin 1993 [1984], 13) d'acceptation sociale alors que d'autres ne le sont pas — que ces dernières sortent de ce cercle à cause de la manière dont elles vivent leur hétérosexualité ou parce qu'elles sont homosexuelles ou trans.

Aujourd'hui, les personnes homosexuelles peuvent être poussées dans la matrice normative et forcées à se conformer à l'image du couple hétérosexuel normatif dans l'espoir d'obtenir les droits et les avantages dont jouissent les hétérosexuel-l-e-s normatifs-ves. Les personnes récemment incluses doivent réguler leurs propres activités afin de veiller à ne pas transgresser les limites du “cercle favorisé.” Comme le souligne Jon Binnie, étant donné ce contexte, il devient de plus en plus complexe de séparer les populations normatives des populations non-normatives. Le sexe et l'érotisme jouent un rôle clé dans cette situation. Comme le fait remarquer Binnie, “une distinction est créée entre les homosexuel-l-e-s aisé-e-s et professionnel-l-e-s travaillant au sein de l'économie créative et touristique, et les 'queer indésirables', dont

le style de vie est moins respectable et ne s'inscrit pas dans les stratégies de régénération urbaine... En formulant une vision de la justice économique et sexuelle, nous devons reconnaître l'importance de l'érotisme et du sexe en formulant des distinctions entre les personnes dont les corps sont considérés comme importants, et celles auxquelles n'est attribuée aucune valeur.”

La normativité sexuelle et de genre est également liée à d'autres formes de régulation normative, dont celles qui sont basées sur l'appartenance raciale et la religion. Par conséquent, des politiques comme la réforme de l'aide sociale aux Etats-Unis peuvent être orchestrées autour de la notion de déviance sexuelle des mères adolescentes et des foyers menés par des femmes, afin de mettre en pratique (sans toutefois nommer) des politiques économiques profondément racialisées (Smith). De même, en matière de politique internationale, des acteurs politiques soutiennent parfois que des normes sexuelles différentes représentent des différences nationales. Ceci engendre une situation dans laquelle, par exemple, des gouvernements occidentaux peuvent utiliser ce qu'ils définissent comme une absence de liberté sexuelle dans certains pays comme un indicateur d'échec social. De la même manière, des gouvernements en dehors de l'occident peuvent déclarer que la régulation sexuelle dans leurs pays constitue une différence essentielle entre eux et “l'occident.” Autrement dit, la normativité est une matrice régulatrice qui opère à travers des distinctions de genre, religieuses, nationales, d'appartenance raciale et ethnique,.

# JUSTICE SEXUELLE ET ÉCONOMIQUE

## DE NOUVELLES CONNEXIONS

---

Au cours de nos discussions, la question qui consistait à demander comment lier les thèmes de justice sexuelle et économique paraissait parfois simple et directe, et d'autres fois, il nous était presque impossible de maintenir cette connexion malgré le but fixé du colloque. Comme l'a noté une participante, "nous devons reconnaître les difficultés que nous avons à aborder cette jonction, [par exemple,] dans la manière symptomatique que nous avons, dans cet atelier, de parler surtout de reproduction et strictement des femmes en tant que femmes lorsque nous parlons de 'justice sexuelle'..." (Wilson). Une autre a remarqué: "Je pense que nous sommes toujours beaucoup plus à l'aise lorsqu'il s'agit de parler d'oppression liée au genre que lorsque nous parlons de sexualité, et c'est une chose que j'aimerais que nous explorions" (Cammatt). À cet égard, nous ne pouvons pas éviter d'étudier avec honnêteté "les problèmes plus délicats qui se posent lorsqu'on se penche sérieusement sur ces interactions et ces contradictions" (Wilson).

Cependant, il était certainement clair pour tout-e-s les participant-e-s que l'économie et la sexualité s'entrecoupaient et se constituaient mutuellement. En employant l'expression "constitution mutuelle," les universitaires et les activistes font référence aux façons dont les relations économiques sont formatrices de relations sexuelles, tout comme les relations sexuelles sont établies par et à travers des relations économiques. Bien sûr, la sexualité peut être directement économique, par exemple quand le mariage est à la fois une transaction économique et un idéal romantique (Hinojosa), ou bien dans les cas de ce que Kamala Kempadoo et d'autres

appellent "le sexe transactionnel."<sup>5</sup> Souvent, notre conversation se focalisait sur ces intersections directes et évidentes, parce qu'elles représentent des exemples clairs de cas où l'économie produit le sexe et le sexe produit l'économie.

Toutefois, les participant-e-s nous ont aussi encouragé-e-s à dépasser ces connexions directes et à nous demander dans quels contextes la sexualité peut constituer des relations économiques et, inversement, comment des préoccupations économiques peuvent constituer ce que l'on définit comme étant des relations sexuelles. Dans cette section, nous mettons en évidence quatre exemples de ces connexions potentielles entre la justice économique et sexuelle.

### Connexion 1: Reproduction sociale et travail intime

Un certain nombre de nos participant-e-s ont soutenu qu'il existe un potentiel considérable dans le fait de lier de manière explicite les recherches féministes de longue date sur la reproduction sociale à la sexualité (Bergeron, Bernstein, Duggan, Tadiar). La reproduction sociale désigne le travail qui est accompli non pas dans le but de produire des denrées économiques, mais pour reproduire une société composée de personnes travaillant travailler pour produire et consommer ces biens. Cette notion inclut la reproduction biologique, la reproduction d'une main d'œuvre, et les pratiques sociales liées à la

---

5. "Le sexe transactionnel" inclue ce qui est traditionnellement appelé "travail du sexe," mais aussi "les activités qui impliquent un échange sexuel délibéré, souvent de la part de jeunes femmes, en vue d'une 'amélioration' – en matière de biens matériels, de vêtements, de fonds scolaires, de logement, de nourriture, de statut social" (Kempadoo).

prise en charge, aux soins, à la socialisation, et à la réalisation des besoins humains (Bakker et Gill 2003). La garde d'enfants, le travail domestique, l'agriculture de subsistance, la cuisine, le bénévolat pour soutenir les organisations de communauté, le travail domestique rémunéré, et le travail sexuel sont des exemples de ce type de travail.<sup>6</sup>

Il est fondamental de prendre en compte la reproduction sociale et le fait que celle-ci porte principalement sur les relations intimes afin de comprendre comment les marchés bénéficient du soutien nécessaire pour continuer à se reproduire. Néanmoins, comme le travail qu'implique la reproduction sociale est souvent non rémunéré et accompli par des femmes, et comme ce travail produit des personnes et des liens sociaux plutôt que des biens, il est souvent considéré comme improductif, menant à ce que beaucoup de féministes appellent une dévalorisation systématique du travail des femmes.<sup>7</sup>

De nombreux-ses activistes et universitaires ont été particulièrement critiques envers les mesures de restructuration néolibérale, du fait de l'incapacité de ces mesures à prendre au sérieux les demandes de la reproduction sociale. En effet, une des conséquences de la restructuration néolibérale a été que les femmes se sont retrouvées surchargées lorsqu'elles étaient forcées de travailler dans le marché du travail rémunéré sans que ne soient mises en place des politiques pour répondre aux besoins engendrés par les relations de dépendance humaine.<sup>8</sup> Leur journée de travail a été prolongée, et elles se sont vu forcées de remplir les vides créés par le désengagement de l'État et de fournir des efforts

impayés de soin et de prise en charge. En effet, les politiques néolibérales s'efforcent de (re)privatiser les responsabilités sur le dos des femmes (Brodie 1994, 48), présument, pour employer la merveilleuse expression de l'économiste Diane Elson, que leur temps est "infiniment élastique" (Elson 1996, 71).

La dépendance des relations économiques et de la reproduction sociale signifie que l'économie est constituée par et à travers les multiples relations intimes qui composent la vie sociale, y compris les relations sexuelles. Un point fondamental est que les changements économiques modifient profondément les façons dont les gens accomplissent ces tâches privées, et les arrangements, y compris les relations sexuelles, à travers lesquelles ce travail intime est accompli. Comme dans beaucoup de pays les séjours en hôpital se sont raccourcis et les compagnies d'assurance refusent de payer pour divers types de soins offerts par des centres médicaux, le travail physique ou corporel qui était dans le passé, accompli par des professionnels de santé dans les hôpitaux repose maintenant sur la famille ou sur des personnes offrant des soins de manière privée. Au même moment où des individus et des familles s'acquittent de ces tâches médicales, le marché des diverses formes de travail physique privé s'accroît considérablement. Les soins pour les personnes âgées et pour les enfants ainsi que le travail domestique ont tous de plus en plus fait irruption sur le marché du travail rémunéré. Le modèle du travail rémunéré évolue de l'usine au domicile alors que l'idée d'une journée de travail évolue d'horaires définis à des tâches indéfinies et personnalisées.

Ces changements dans le marché du travail sont profondément liés aux relations et aux arrangements sexuels. Les femmes du Sud peuvent émigrer pour s'occuper des dépendant-e-s des femmes du Nord, une tendance qui redéfinit les "familles" et les relations intimes de manière complexe (Parreñas). Qui plus est,

---

6. Voir Glenn (1992), Gill (1994), et Bernstein (2001)

7. Voir Perkins-Gilman (1970 [1898]), Waring (1988), Folbre (1994), Sen et Grown (1987), Prúgl (2002), Peterson (2002), et Rittich (2002).

8. Voir Sparr (1994), Moser (1993), Brodie (1994), Benería et Feldman (1992), Baaker (1994), León (2005), et Lind (2005).

réfléchir aux diverses formes d'intimité qui entrent à présent dans la sphère du travail rémunéré peut nous aider à aborder les questions de commerce et de travail sexuels différemment. Nous devons nous demander: qu'est-ce qui distingue le commerce sexuel d'autres formes de travail physique extrêmement intimes notamment dans le domaine des soins personnels ou du travail domestique?

De même, ce type d'analyse de formes intimes de travail change la manière dont nous comprenons le sens même du travail. Le mouvement ouvrier traditionnel a eu du mal à aborder les questions du travail domestique et du travail basé sur le soin aux personnes, ainsi que les préjugés sexuels sur lesquels sont fondés ces types de travaux, et pourtant, dans de nombreuses régions du monde, le marché du travail évolue vers ce type d'activités. En comprenant ces connexions, nous pouvons reformuler la façon dont nous abordons ces sujets, qui vont au cœur des questions de justice économique.<sup>9</sup>

De plus, étant donné le rôle de plus en plus effacé de l'État et l'importance de la famille comme ressource dans le domaine social, des inquiétudes peuvent surgir quant à la prestation de soins, et ces inquiétudes peuvent se manifester par une panique autour de la désintégration de la famille et des liens familiaux non-normatifs. Les États néolibéraux se reposent de plus en plus sur les familles et les communautés pour la prestation de services essentiels, notamment liés à la reproduction sociale. Les plus démunis-e-s sont particulièrement visés-e-s par diverses activités dont le but est d'imposer une hétérosexualité normative, par exemple à travers des réformes d'aide sociale aux États-Unis (Hardisty 2008) ou des projets de développement qui visent à renforcer les familles (Bedford à venir). Dans ces

programmes, le mariage, ou tout du moins les relations monogames durables, sont souvent considérés comme la stratégie ultime contre la pauvreté, présupposant qu'une vie sexuelle normative pourrait permettre aux personnes démunies d'améliorer leur situation économique (Mink 1998). En effet, en soutenant que "le néolibéralisme est une politique sexuelle" (Duggan 2002, 117), des universitaires et des activistes ont critiqué la tendance croissante des responsables politiques à intervenir dans la famille pour assurer la reproduction sociale (Richardson 2005).

Alors même que la famille est utilisée comme mesure pour réduire la pauvreté, les structures familiales normatives sont déstabilisées par des pressions économiques et une précarité économique accrue. Certains mouvements sociaux peuvent être justifiés dans leur défense de la famille pour ces raisons précises. Ils se mobilisent pour les familles ouvrières ou pour que les individus homosexuels en couple puissent avoir accès à l'assurance maladie de leur conjoint. En effet, certains États ont réagi à l'instabilité du marché non pas en redoublant de conservatisme contre les minorités sexuelles, mais en donnant droit au mariage à des minorités auparavant exclues de ce modèle conjugal.<sup>10</sup> Bien que ces succès soient les fruits des efforts des mouvements pour l'égalité, nous ne pouvons les séparer complètement des nouvelles pressions visant à privatiser le travail de reproduction sociale dans des foyers formés autour de couples adultes.

En outre, bien que la famille puisse être un site de résistance et de solidarité pour des personnes exclues et marginalisées, elle peut tout autant être un site d'inégalités, de violence, "d'auteurs de violences et de problèmes," et de régulation sexuelle (Wilson, Hinojosa).

---

9. Voir la conférence organisée en 2007 par Eileen Boris et Rhacel Salazar Parreñas sur Les labeurs intimes (Intimate Labors): [www.ihc.ucsb.edu/intimatelabors](http://www.ihc.ucsb.edu/intimatelabors)

10. Voir Oswin (2007), Conaghan et Grabham (2007), Barker (2006), Young et Boyd (2006).

Par conséquent, forcer des gens à se reposer sur “leur famille” pour subvenir à leurs besoins peut sérieusement nuire aux personnes qui transgressent les normes et augmenter le pouvoir des membres déjà dominants au sein de la famille. En soulignant l’importance d’établir des liens entre le travail sur la reproduction sociale et la sexualité, nous cherchons à remettre en question, plutôt qu’à renforcer, l’idée que certains types de connexions intimes seraient nécessaires à la survie économique.

Ces liens complexes posent des questions essentielles pour les mouvements sociaux sur notre vision de la justice économique et sexuelle, de manière générale. À cet égard quelques questions clés s’imposent: En tant que défenseurs de la justice, quels types de reproduction sociale observons-nous en ces temps néolibéraux? Que signifient-ils pour la sexualité, et sont-ils compatibles avec les combats pour la justice sexuelle? Quel modèle de reproduction sociale défendons-nous et pour quelles raisons? Qu’est-ce que ce modèle présuppose sur la sexualité, l’amour, et l’intimité? Pourquoi les liens intimes devraient-ils être une condition pour accéder à la justice économique? Quels soins pouvons-nous espérer recevoir gratuitement des personnes qu’on aime, et pour quels services est-il juste de payer? Comment éviter que les personnes qui agissent par amour soient appauvries par leurs engagements? Comment aborder les soins comme un droit dû à tout-e-s, plutôt qu’une éventualité liée à une intimité pour laquelle la personne qui reçoit ces soins devrait se sentir reconnaissante? Comment imaginer de nouvelles politiques contre la pauvreté qui dépassent le cadre du mariage?<sup>11</sup> Ces questions se situent à l’intersection de la sexualité et de la justice économique, et, comme plusieurs participant-e-s l’ont suggéré, il est grand temps qu’elles deviennent centrales dans nos conversations et nos combats.

## Connexion 2: Précarité, sexualité et justice économique

Alors même que le néolibéralisme fait des services sociaux une responsabilité croissante des individus et de leurs familles, il rend également les vies de ces individus plus précaires. Par conséquent, le néolibéralisme aggrave les insécurités du marché tout en fragilisant les filets de sécurité traditionnellement fournis par l’État. Cette précarité touche de nombreux secteurs de la société, mais dépend aussi du lieu et des différences sociales comme le genre, et l’appartenance raciale ou ethnique. Par exemple, les féministes ont documenté que l’augmentation du travail précaire est liée au genre (Fudge et Owens 2006; Vosko 2006; Precarias a la Deriva 2004), comme l’illustre l’augmentation du nombre de femmes qui travaillent à temps partiel comme travailleuses domestiques, travailleuses du sexe, ou dans le domaine des soins aux personnes. La féministe italienne Laura Fontane explique que “la précarité féminine peut constituer un point de départ pour un dialogue entre les différences de chacun-e, abordant les questions de genre et de reproduction, d’immigration, de travail et d’aide sociale” (Fantone 2007, 5).

Le thème de la précarité permet également d’établir des connexions entre diverses questions, et comme il est assez vaste, il peut désigner les incertitudes liées à l’accès aux ressources nécessaires pour mener une vie digne. Ainsi, la précarité inclue la peur de tomber malade, de devenir précaire en prenant de l’âge, d’être expulsé et considéré comme illégal, d’avoir un logement précaire, et de subir des hausses des prix de la nourriture, du carburant, de l’eau, du transport, ainsi que d’autres besoins essentiels.

Bien qu’une définition plus large de la précarité puisse unir des luttes différentes et nous aider à examiner les changements que les restructurations économiques provoquent dans la vie des gens, il est également

---

11. Voir la campagne “Au-delà du mariage” (“Beyond Marriage”) à: [www.beyondmarriage.org](http://www.beyondmarriage.org)

important de ne pas prétendre que tout le monde est affecté par la précarité à cause des politiques économiques actuelles. Comme le précise un collectif féministe travaillant dans ce domaine, “un-e styliste en free-lance et un-e travailleur-se du sexe ont certaines choses en commun – la continuité entre leur travail et leur vie, le fait que leur travail soit imprévisible et instable, et le fait que celui-ci nécessite toute une palette de compétences et de savoirs. Néanmoins, la différence de reconnaissance sociale et du degré de vulnérabilité est également évidente” (Precarias de la Deriva 2004, 158). Il est utile de préciser à la fois ces différences et ces points communs pour établir des alliances.

Ces débats sont pertinents pour nous parce que la précarité est liée à la sexualité de plusieurs façons, la plus évidente étant que les individus et communautés non-normatif-v-e-s sont particulièrement touchés par la pauvreté. Qu’il s’agisse des jeunes gays qui sont expulsés de leur logement, des personnes transsexuelles qui font face à des possibilités d’embauche limitées, des gays et des lesbiennes qui sont renvoyé-e-s de leur travail, ou des mères célibataires qui ont très peu de soutien pour élever leurs enfants, vivre en dehors des normes de genre et de comportements sexuels implique des risques directement liés à la justice sexuelle et économique. Pourquoi est-ce que les personnes qui ne veulent pas ou ne peuvent pas se conformer à de telles normes sexuelles devraient faire face à de tels obstacles?

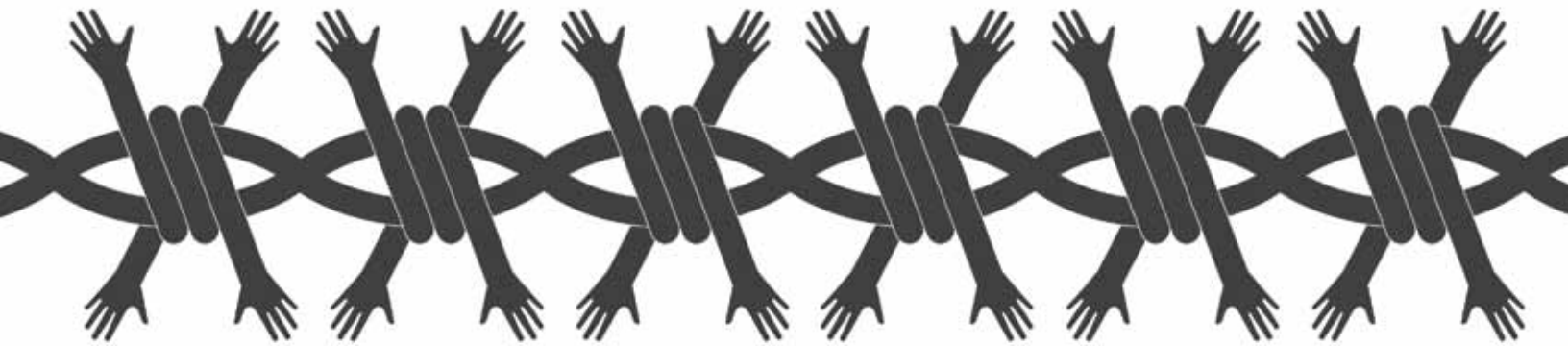
De plus, à cause de ces normes sexuelles, les femmes sont particulièrement touchées par la précarité. Celles-ci peuvent se sentir obligées de se marier pour des raisons économiques, et elles peuvent ensuite se voir forcées de rester mariées pour survivre financièrement, surtout si elles sortent du marché du travail pour s’occuper de personnes à charge. Si elles deviennent souvent plus pauvres après un divorce, elles n’ont pas besoin de rompre ces arrangements sexuels normatifs pour se retrouver

dans une situation difficile. Dans les pays où l’espérance de vie est la plus élevée, les femmes vivent en moyenne cinq à huit ans de plus que les hommes; dans les pays où l’espérance de vie est la moins élevée, cette différence est de zéro à trois ans (OMS 2007). Dans le monde, 182 millions d’hommes et 237 millions de femmes ont plus de 65 ans, et 9 millions d’hommes et 19 millions de femmes ont plus de 85 ans (OMS 2003). Autrement dit, même lorsque les couples restent ensemble pour la vie, les femmes ont plus de chances de connaître la précarité et l’isolement en avançant en âge.

Ces exemples confirment qu’en considérant les questions de justice sexuelle et économique, il est essentiel de ne pas idéaliser la famille et de reconnaître les inégalités qu’elle implique, afin d’examiner comment la précarité est engendrée à la fois lorsque l’on résiste et lorsque l’on se conforme aux modèles sexuels normatifs. Il est pertinent d’analyser les relations entre la justice sexuelle et économique non seulement pour les personnes qui sont le plus directement affectées par ces problèmes (les jeunes gays, les travailleurs-ses du sexe, etc.), mais aussi pour aller au cœur des relations de toutes sortes. Par conséquent, il est essentiel de soutenir des relations non-normatives à tous les âges pour arriver à une justice qui soit à la fois sexuelle et économique.

### Connexion 3: Echelles, connexions et flux

Jon Binnie et Josephine Ho ont soulevé des questions d’échelle qui nous aident à concevoir les liens entre les questions sexuelles et économiques, un thème abordé par de nombreux-ses participant-e-s (Duggan, Wilson, Parreñas, Cooper, Shah). Binnie nous a encouragé à analyser non seulement les flux de transactions économiques entre différentes échelles – le foyer, le quartier, la ville, la nation, le monde – mais aussi aux façons dont ces différentes sphères déterminent des possibilités de sexualités. Par exemple, comment les

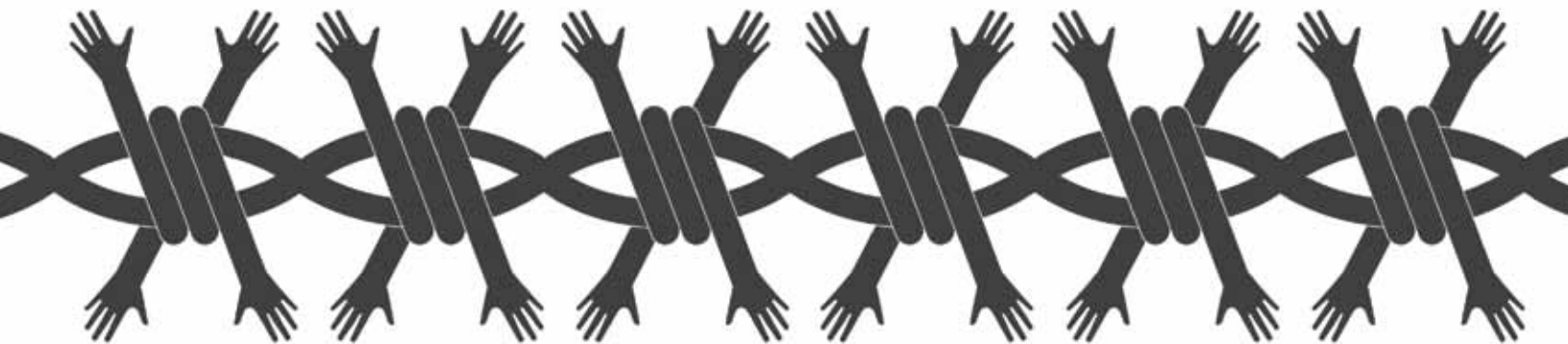


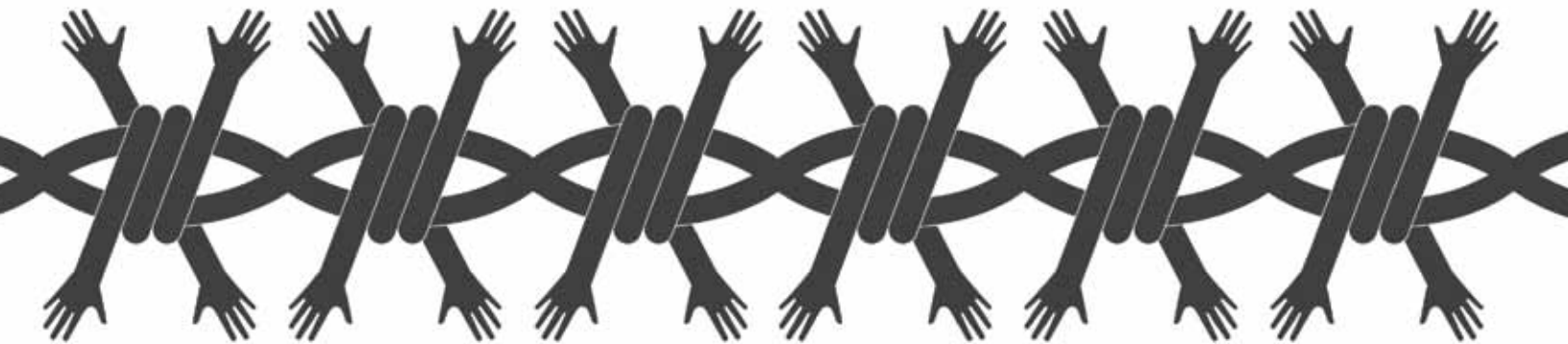
viles contribuent-elles aux possibilités sexuelles, ou comment différentes régions engendrent-elles différentes formes d'interactions et de relations? Ces questions nous permettent non seulement d'établir des connexions entre les politiques sexuelles et économiques, mais aussi de les placer dans des contextes concrets et spécifiques.

En particulier, la sexualité est souvent considérée comme le plus intime des sujets, et pourtant les politiques sexuelles se jouent également aux niveaux national et international. En effet, plusieurs participant-e-s ont précisé que des politiques sexuelles peuvent être déployées par des États en réponse aux forces économiques internationales. Alors que la vie quotidienne est devenue de plus en plus incertaine, et la promesse néolibérale que la prospérité atteindrait tous les niveaux de la société a échoué, dans certains pays, les minorités vulnérables sont devenues des boucs émissaires dans un climat de nationalisme agressif face à une situation perçue comme une humiliation économique. Dans les discours nationalistes conservateurs, toute sexualité non-normative a été représentée comme une menace (Binnie). Par exemple, "En Pologne il y a une nouvelle politique qui conçoit ce traitement par électrochocs économiques

comme une humiliation pour le pays et qui considère que le pays doit regagner sa fierté nationaliste. Et une partie de cette fierté nationaliste s'exprime par des attaques contre les gays et lesbiennes, contre les femmes, contre les immigrés" (Klein). Ou encore, à Taiwan, un discours de fierté nationaliste face à une impuissance globale utilise des accusations de déviance sexuelle comme un moyen de focaliser les angoisses concernant le statut de Taiwan en tant que nation sur les personnes au sein de cette nation dont la sexualité est non-normative (Ho).

Dans d'autres contextes, le sexe est un avantage relatif que certains pays vendent dans le but d'être compétitif au niveau international. Par exemple, le tourisme a été une stratégie clé employée par de nombreux pays du Sud pour avoir accès à des devises étrangères, et les prêteurs multilatéraux de développement ont activement promu le tourisme comme manière de bénéficier des avantages relatifs de nombreux pays pauvres (des plages «vierges», une main-d'œuvre bon marché, une diversité écologique, etc.). Toutefois, le tourisme a des implications sexuelles et raciales. Le charme des corps exotiques et les fantasmes d'avoir



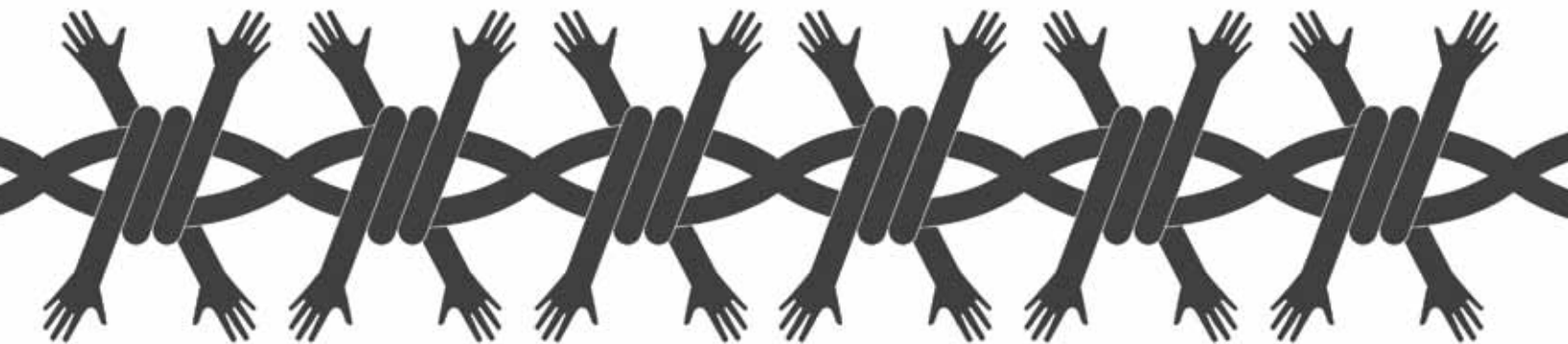


accès à ces corps peuvent faire partie de l'attrait du tourisme, et cette stratégie de croissance sexualisée peut être fondée sur – et renforcer – des inégalités de race, de genre et de nationalité.

Le tourisme international peut également avoir des conséquences complexes et inégales sur les espaces domestiques sexuels. Par exemple, les efforts contre le VIH/Sida en Thaïlande ont été fortement limités par les préoccupations de l'État au sujet de l'industrie du tourisme – l'État se souciant davantage de la perception que les consommateurs internationaux avaient du pays comme destination touristique que des signaux d'alarmes tirés par des activistes locaux à propos de l'épidémie du Sida. Dans d'autres cas, des efforts pour rendre des villes plus attractives pour le tourisme international gay et lesbien ont mené à une perte de contrôle de l'espace pour la population locale (Binnie), ajoutant aux difficultés rencontrées par les activistes locaux dans leurs luttes pour la justice.

Tout comme la nation peut faire jouer la sexualité en réponse aux complexités de l'économie internationale, l'économie internationale peut avoir un réel impact à un niveau beaucoup plus local, par exemple à l'échelle du

quartier ou du foyer. À New York, un groupe de jeunes gays, lesbiennes et trans – composé majoritairement de personnes de couleur, menées par l'organisation FIERCE! – qui avait l'habitude de se rassembler sur la jetée au-dessus de la rivière Hudson dans le quartier de Chelsea, se bat contre les autorités municipales qui sont en train de rénover la jetée et de restreindre les heures où le public y a accès. Ces rénovations représentent les intérêts d'un groupe de résidents de plus en plus aisés. Ce conflit se manifeste au niveau local puisque la plupart des mesures du gouvernement ont été prises au niveau des autorités municipales, entre un groupe de gens qui ont choisi d'acheter ou de louer des appartements de plus en plus chers dans le quartier, et des jeunes qui se considèrent comme les héritiers d'un espace public qui a historiquement inclus des personnes non-normatives. Toutefois, ce combat au niveau local résulte aussi de plus vastes problématiques économiques, comme les changements dans le capitalisme financier et une hausse des prix dans l'immobilier à Manhattan. Alors que le gouvernement municipal répond aux désirs des résidents qui veulent ne pas être indisposés par ce qu'ils considèrent comme une transgression sexuelle, le capitalisme



## CONCEPTS CLÉS

### SIDA/ADPIC

L'épidémie du VIH/Sida et les diverses réactions politiques qu'elle provoque illustrent les connexions entre la justice sexuelle et économique. Les taux d'infection du VIH/Sida sont liés à la pauvreté autour du monde, et l'épidémie a progressé alors que l'infrastructure de services publics de santé a été déstabilisée par des restructurations économiques depuis les années 1980. La grande majorité des personnes touchées par le VIH - 95% - vit dans les pays du Sud (AVERT novembre 2007). Toutefois, les montants dépensés pour une personne séropositive aux Etats-Unis sont 35 fois plus importants qu'en Amérique Latine et aux Caraïbes, et 1000 fois plus élevés qu'en Afrique (AVERT novembre 2007). Dans les 48 pays avec les taux de VIH les plus élevés, 23% des enfants en moyenne sont en sous-poids et 30% de la population souffre de sous-nutrition. À la fin de l'année 2005, 15,2 millions d'enfants en dessous de l'âge de 18 ans avaient perdu un ou leurs deux parents suite au Sida. Ces orphelin-e-s risquent d'être touché-e-s par la pauvreté et l'exploitation et d'être infecté-e-s par le virus. Ces dernier-e-s sont également souvent forcé-e-s de quitter l'école et de trouver un emploi mal rémunéré (AVERT novembre 2007).

Cependant, le VIH/Sida n'est pas seulement un problème économique dans le Sud. L'étude sur les coûts et l'utilisation des services liés au VIH centrée sur les Etats-Unis (la seule étude représentative au niveau national des personnes traitées contre le VIH/Sida) a conclu que 46% des personnes interrogées avaient un revenu familial annuel inférieur à \$10000, ce qui les place dans le cinquième le plus bas de la population (RAND 1999). Seulement un tiers de tout-e-s les américain-e-s touché-e-s par le VIH ont une assurance santé privée, et un cinquième n'est pas assuré

(RAND 1999). Illustrant à quel point l'injustice économique est marquée par le genre et l'appartenance raciale, les femmes de couleur sont disproportionnellement affectées par le VIH/Sida aux Etats-Unis. Les femmes Noires représentent 67% des personnes touchées par le Sida en 2004, bien qu'elles ne constituent que 13% des femmes aux Etats-Unis (Kaiser Family Foundation 2007). Parmi les femmes, le taux de mortalité lié au VIH est le plus élevé pour les femmes Noires (Kaiser Family Foundation 2007).

Les liens entre la pauvreté et la transmission du VIH sont causés par de nombreux facteurs, dont l'inaccessibilité économique de services de santé adéquats pour la majorité de la population mondiale. Le fait que le virus soit sexuellement transmissible est un autre de ces facteurs. Alors que des universitaires et des activistes ont exploré cette connexion, il est devenu évident que les personnes qui ont moins de choix économiques ont également moins de choix sexuels, et ont par conséquent moins de possibilités de se protéger du VIH. Par exemple, il peut être difficile pour les femmes qui sont financièrement dépendantes de leur partenaire de refuser des rapports sexuels qui pourraient augmenter leurs risques de contracter le virus. De même, pour les personnes qui ont peu de ressources économiques, quand il s'agit de choisir entre le risque de contracter le virus et des difficultés économiques immédiates, elles choisissent plutôt le risque de transmission du virus. Par conséquent, les activistes se sont tourné-e-s vers l'autonomisation économique comme un aspect essentiel de la lutte contre le Sida, en particulier contre la transmission du virus.

Au niveau national et international, les activistes luttant contre le Sida ont du s'impliquer dans le domaine des accords

commerciaux et de propriété intellectuelle, notamment sur l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC). Afin d'assurer l'accès à des médicaments qui sauvent des vies, les gouvernements se voient forcés de remettre en questions les structures de monopole de l'industrie pharmaceutique. Bien que les thérapies antirétrovirales soient devenues plus accessibles dans les pays à revenu faible et moyen récemment, en décembre 2006, seulement 28% des personnes touchées par le VIH/Sida qui avaient besoin de traitements antirétroviraux recevaient de telles thérapies (OMS 2007). Dans les pays à revenu faible et moyen, les prix de la plupart des médicaments que les patients prennent en début de traitement ont baissé de 37% en 2003 et de 53% en 2006. Toutefois, ces prix demeurent élevés et il existe peu de génériques comme alternative à ces traitements (OMS 2007). Certains pays ont violé les brevets internationaux de ces médicaments afin de rendre les traitements contre le Sida plus accessibles et abordables. En juin 2005, le Brésil a annoncé qu'il commencerait à produire une version générique du médicament Kaletra, produit par les laboratoires Abbott (Benson 2005). En réponse à cette décision, en avril 2007, les laboratoires Abbott ont menacé d'arrêter d'introduire de nouveaux médicaments en Thaïlande (Reuters 2007).

international rejoint le maintien de l'ordre et le contrôle au niveau local. Une telle analyse des flux entre différentes échelles nous permet de comprendre les liens indirects mais néanmoins extrêmement forts qui existent entre les politiques économiques et sexuelles.

### Connexion 4: Sexualité, sécurité et criminalité

*“En ces temps historiques, il peut être très instructif d'explorer l'intersection entre la justice économique et sexuelle en examinant la manière dont les populations économiquement démunies et les minorités sexuelles sont criminalisées.”* – Ho

*“La sécurité est le nouveau marché. La sécurité est la nouvelle grande entreprise. Et toute cette infrastructure de surveillance et de contrôle a été privatisée. Voilà l'innovation du projet néolibéral.”* – Klein

Une autre connexion entre la justice sexuelle et économique qui demeure inexplorée est le domaine de la sécurité. Comme le retracent certain-e-s activistes et universitaires (ex. Klein 2007, Hughes 2007), l'industrie de la sécurité est un domaine en expansion qui est considéré par beaucoup comme le nouveau visage de la mondialisation. De nombreuses régions du monde voient la montée d'une société de surveillance, de la privatisation de l'armée et des agences de l'État responsables en cas de catastrophe au nom de la sécurité, ainsi que la criminalisation de nombreux aspects de nos vies quotidiennes. Tous ces processus sont extrêmement profitables pour les entreprises multinationales.

Nous voyons ce processus, qui consiste à créer une société sécuritaire, comme intimement lié à la sexualité.

Alors que la précarité économique provoque une mentalité de “siège” (Klein) qui se manifeste notamment à travers l'affirmation que la famille est menacée par des forces prédatrices, l'État considère de plus en plus qu'il a le droit d'instituer des mesures qui portent atteinte à certains droits fondamentaux au nom de notre “protection.” Dans plusieurs parties du monde, des réformes de loi ont élargi la notion de criminalité “pour inclure presque toutes les présences sociales de la sexualité” (Ho). Il y a une tendance croissante au niveau international à considérer tout travail sexuel comme une traite d'êtres humains, tous les échanges sexuels sur Internet comme venant de prédateurs sexuels, toutes les publications pour adultes au contenu sexuel comme de la pornographie – et de traiter tous ces actes comme des crimes. Josephine Ho appelle ce phénomène une “infantilisation de l'espace social” – une volonté de purger toute sexualité déviante, ou toute sexualité en général, des espaces d'interaction sociale. Cet effort représente un désir de réguler la société au nom de la protection de l'enfance. Paradoxalement, l'ironie veut que cette volonté de protéger les enfants du danger serve souvent à justifier le fait de cacher des informations importantes sur la sexualité aux enfants, les isolant au sein de la famille où ils sont le plus à risque d'être victime d'abus.

Dans une société sécuritaire, l'État policier devient la réponse principale aux problèmes, ce qui étouffe l'imagination d'autres solutions aux problèmes de la commercialisation de la sexualité et des migrations pour le travail sexuel, par exemple (Cammatt). Alors que la survie quotidienne devient de plus en plus précaire, de

nombreuses stratégies de survie ont également été criminalisées, notamment le travail sexuel et diverses formes de sexe transactionnel (Kempadoo). Comme il est difficile pour les jeunes LGBTQ de faire leur «coming out,» ces jeunes risquent de se retrouver sans abri, d'avoir des problèmes de drogue et de santé mentale – ce qui augmente leur risque de se retrouver dans le système de justice criminelle. Qui plus est, comme le démontre Ann Cammett, en prison, “les hommes gays, et surtout les femmes transsexuelles, sont particulièrement victimes d’abus sexuels répétés. Les lesbiennes, ainsi que, plus généralement, les femmes qui transgressent les normes de genre, sont particulièrement à risque lorsqu’il s’agit d’abus sexuels, de mauvais traitements et de répressions. Il n’est pas surprenant que les lesbiennes constituent un nombre disproportionné des prisonniers politiques, puisqu’elles incarnent les liens entre la répression sexuelle et politique de l’État. Par conséquent, la prison elle-même est une institution sexuée – une expression du pouvoir de l’État mandatée pour maintenir l’hétéronormativité entre ses murs et dans la société en général.”

Les paradoxes d’une société sécuritaire qui emploie une violence d’État pour établir la sécurité ont été également révélés par des activistes féministes autour du monde. Ces activistes ont démontré comment ce que Njoki Njoroge Njehû appelle “de bonnes intentions” – par exemple, les tentatives de l’État de légiférer sur les violences sexuelles – peuvent se révéler compliquées et avoir un effet néfaste sur le bien être social et économique des femmes, ainsi que leur santé et leurs droits sexuels.

Étant donné que l’État lui-même est une institution dominée par les hommes, les mesures sécuritaires de l’État peuvent renforcer l’idée que les femmes sont plus faibles et ont besoin d’être protégées. Par conséquent, les féministes qui partagent les inquiétudes de Njehû soutiennent qu’une justice de genre liée à une justice économique, plutôt qu’une simple notion de “sécurité,” représente un contexte fructueux pour aborder le thème des violences faites aux femmes.

De la même façon, de nombreux-ses féministes sont préoccupé-e-s par les interventions de l’État qui voient la police comme la solution aux inégalités et aux violences auxquelles les femmes font face en rapport avec le sexe transactionnel. Les féministes ont soutenu pendant des siècles que les lignes de démarcation entre une sexualité soi-disant “normale” et le sexe transactionnel sont floues – cette affirmation va au cœur de la revendication qu’une personne ne peut être réellement libre de se marier si elle ne peut pas survivre économiquement en tant que célibataire (Wollstonecraft 1992 [1792]). Mais comment conceptualiser de manière critique les limites entre la sexualité et la transaction? Ce projet est particulièrement important pour la justice sociale aujourd’hui, puisque la criminalisation est une conséquence de plus en plus fréquente des efforts des acteurs étatiques et de leurs allié-e-s de fixer ces lignes de démarcation à des fins régulatrices. Aux Philippines, par exemple, une conséquence non voulue des campagnes contre la traite des personnes a été de limiter davantage les choix économiques des femmes migrantes, les forçant vers le travail domestique mal payé, tout en rendant

plus difficile d'améliorer les conditions des femmes qui effectuent des tâches sexualisées. Comme l'a soutenu Rhacel Salazar Parreñas, les efforts contre la traite sexuelle invoquent les pouvoirs policiers de l'État, ce qui ne mène pas à l'autonomisation des femmes poussées vers le travail transnational. De même, il ne suffit pas de se focaliser sur le travail rémunéré des femmes pour aborder les formes d'oppression auxquelles celles-ci font face.

Ainsi, des participant-e-s travaillant sur toute une gamme de thématiques, de l'emprisonnement à la traite sexuelle, de l'exploitation dans le travail au développement économique, ont tout-e-s souligné qu'il est essentiel de développer de nouvelles manières d'aborder ces sujets en dehors de l'incarcération ou de l'État policier. Par exemple, nous devons nous demander pourquoi certaines formes de travail associées à l'intimité sont criminalisées et examiner l'impact de cette association et de cette criminalisation sur d'autres formes de travail féminin. Nous devons également nous pencher sur les différents types de travaux sexuels qui ont lieu dans divers espaces. Comme le suggère Anna Marie Smith: "En premier lieu, nous devons donner la priorité à l'autonomisation des populations les plus vulnérables: leurs droits à ce qui leur est dû, à leur vie privée, à leur dignité, à leur autodétermination. Les institutions néolibérales négligent trop souvent les besoins des femmes à faible revenu et des minorités sexuelles. Lorsque ces institutions proposent d'aider ces populations, cette aide est d'habitude offerte comme une opération de sauvetage qui prive ces populations de leur autonomie et ne fait que renforcer les pouvoirs de l'État sécuritaire." Nous

devons trouver de nouvelles façons de garantir les droits de ces communautés sans toutefois les rendre encore plus vulnérables et plus susceptibles d'être emprisonnées, expulsées, ou surveillées dans leurs vies privées.

Qui plus est, de nombreux-ses participant-e-s ont souligné que des gouvernements soi-disant progressistes ou de gauche ont parfois fortement soutenu la criminalisation à travers des mesures protectionnistes, par exemple en soutenant la réhabilitation forcée des travailleurs-ses du sexe au Vietnam et au Royaume Uni, ou en se prononçant en faveur de l'arrestation de jeunes vulnérables, marginalisé-e-s sexuellement pour leur "protection." Tout cela reflète la relation profondément contradictoire entre certains mouvements sociaux et l'État (Shah). Cependant, il est clair pour beaucoup d'entre nous que les multinationales et l'État sécuritaire – et non le combat pour une plus grande justice économique – sont les mieux servis par ces impulsions protectionnistes autour d'une sexualité normative. Il est nécessaire de mieux comprendre le rôle central de la sécurité, de la protection et de la régulation dans le néolibéralisme. Une telle compréhension rendrait plus clairs ces liens entre l'injustice économique et sexuelle et mettrait les discussions sur des alternatives à la criminalisation au centre de notre travail pour la justice.

# JUSTICE ÉCONOMIQUE ET SEXUELLE

## DE NOUVELLES VISIONS

---

Comme l'a noté Claudia Hinojosa au cours de nos discussions, toute vision de justice sexuelle et économique a des significations différentes dans divers contextes. Ou encore, comme l'a observé Svati Shah en se basant sur sa recherche sur le travail sexuel à Mumbai, "les collaborations les plus réussies entre divers mouvements sont celles qui prennent en compte les particularités historiques, les avantages et les détails importants" du travail que l'on entreprend dans un contexte donné, surtout lorsque ces spécificités sont abordées à travers une "approche intersectionnelle de la construction des mouvements sociaux." Toutes deux suggèrent que nous ne devrions pas chercher un seul modèle général de connexion. À l'inverse, il faut reconnaître le pluralisme dans nos visions de justice, tout en facilitant des points de convergence – entre nos cadres conceptuels et nos actions. Plusieurs de nos participant-e-s ont suggéré des visions qui pourraient encourager une convergence entre la justice sexuelle et économique. Nous proposons ci-dessous ces réflexions pour établir des liens entre différents contextes:

### 1. Sécurité sociale

Comme beaucoup de nos participant-e-s l'ont observé, peu des mesures récentes pour la "sécurité" parviennent vraiment à améliorer la vie des gens ou la rendre plus sûre. En réalité, les diverses formes de sécurité sociale qui étaient fournies par les "États-providenc" durant la plus grande partie du vingtième siècle sont en train de disparaître. Nos participant-e-s se sont demandé ce que cela signifierait de militer pour une réelle sécurité sociale, plutôt que plus de «sécurité aux frontières» ou

encore une nouvelle "guerre contre" le crime (ou les drogues, ou tout comportement antisocial) qui est en fait une guerre contre les populations marginalisées. Pouvons-nous imaginer et mettre en pratique des formes de sécurité sociale qui procureraient un soutien fondamental pour la vie sociale?

La réponse à cette question implique que nous explorions d'autres questions: La terminologie de la "sécurité" est-elle utile dans nos combats pour la justice? Est-il possible de réaffirmer un langage de la sécurité en rapport avec la précarité? Pouvons-nous employer le terme de "sécurité humaine" pour affirmer un droit à certaines formes de services sociaux, comme cela a été fait dans certains cas à l'ONU (ONU 2003)? Ou bien devrions-nous utiliser le langage de la sécurité sociale pour défendre un droit collectif à des biens sociaux? Et si nous souhaitons le faire, comment être sûre de ne pas tomber dans le piège qui consiste à se tourner vers l'État pour une protection contre l'insécurité qui criminaliserait les plus vulnérables de nos communautés et qui se retournerait contre nous lorsque l'on militerait pour la justice sexuelle?

Le pouvoir potentiel de la sécurité sociale comme catégorie est que celle-ci comprend une gamme variée de thématiques. En particulier, la sécurité sociale pourrait reconnaître les diverses formes d'insécurité auxquelles font face les personnes qui vivent dans des configurations familiales normatives, ainsi que ceux et celles dont les vies et les systèmes de soutien ne se conforment pas à ce modèle normatif. Les intérêts de ces deux groupes peuvent donc être mis en relation, plutôt que considérés comme opposés. Par exemple, les

pressions auxquelles sont soumises les familles normatives, qui dépendent de plus en plus pour leur survie du travail rémunéré de davantage de membres de la famille, pourraient être allégées par des soutiens sociaux qui n'imposent pas de structure familiale particulière. Ainsi, l'institution de «la famille» aurait moins de poids au sein de la société et la perte d'un membre de la famille – que cette perte soit liée à une maladie, à un décès, ou bien à un divorce – ne serait pas une menace catastrophique pour le bien-être de tout-e-s. De plus, une sécurité sociale générale qui ne dépendrait pas de familles individuelles libérerait les gens et leur permettrait de former des réseaux variés pour une solidarité sociale qui améliorerait et faciliterait la vie de chacun-e, que leur sexualité soit normative ou non.<sup>12</sup>

Depuis des décennies, les personnes qui s'opposent à de tels soutiens sociaux ont soutenu que ces derniers seraient trop coûteux pour les gouvernements. Pourtant, les gouvernements n'hésitent pas à dépenser des sommes faramineuses en matière de «sécurité», qui en réalité ne rendent pas du tout plus sûre la vie des gens (mais enrichissent à vue d'œil les entreprises d'armement). Ces arguments révèlent les différentes manières d'aborder la «sécurité.» L'argument en faveur de la sécurité sociale souligne que cet argent serait plus utile s'il était destiné à créer des remèdes sociaux contre la précarité croissante. Qui plus est, ces mesures sociales pourraient également diminuer les formes de colère sociale qui contribuent à la violence.

## 2. Des dûs incarnés et habités

Un des groupes de discussion pendant l'atelier a avancé l'idée de «dûs incarnés et habités» (Bergeron, Bernstein,

Cooper, Hinojosa, Ho, Le Roux) en explorant encore plus profondément les connexions entre les politiques sexuelles et les types de politiques économiques et sociales qui sont comprises dans le concept de «sécurité sociale.» Suite à une discussion des inconvénients liés à la fréquence de la terminologie des droits humains dans les politiques contemporaines (selon lesquelles les droits humains résumerait et représenterait toutes formes de justice sociale) a poussé le groupe à développer un moyen d'analyser une notion de droit aux biens sociaux et à un bien-être social de base. D'après ce groupe, le langage des droits humains n'est pas forcément le meilleur moyen de militer pour telles revendications. Par contre, la notion de «dûs incarnés et habités» souligne les façons dont la vie sociale, et les ressources desquelles celle-ci dépend, est toujours incarnée, liée à des personnes et des réalités corporelles, et, par conséquent, exige une justice à la fois économique et sociale.

Josephine Ho estime que les privations sexuelles constituent un exemple de dû incarné et habité bafoué. Ho a observé qu'il y avait une grande préoccupation (bien que peu d'actions efficaces) au niveau international à propos de l'exploitation sexuelle. Pourtant, on ne discute pas des moyens par lesquels les relations et les lois sociales peuvent engendrer certaines formes de privations sexuelles. Les militant-e-s pour les droits des personnes handicapées ont affirmé depuis longtemps qu'un déni d'intimité et de connaissances sexuelles peut être une forme dévastatrice d'oppression vécue par des personnes handicapées. Le concept de dûs incarnés et habités est utile dans ce débat (Tepper in Erikson 2007, 42). De plus, il existe des lois qui mettent en application la privation de connaissances sexuelles, que ces lois soient des «gag rules» (lois limitant la durée des débats) sur les informations au sujet des choix reproductifs ou bien des lois qui visent à prévenir l'exploitation en limitant les informations sexuelles sur Internet. Ho suggère

---

12. Voir, par exemple, Sasha Roseneil (2004) soutenant que les réseaux basés sur l'amitié sont indispensables à une prestation de soins durable au Royaume-Uni, et le travail de Loree Erikson (2007) sur la création de systèmes de soutien alternatifs en matière d'assistance personnelle et de relations basées sur les soins.

que mettre fin à des privations sexuelles de ce type pourrait être conçu comme un dû incarné et habité.

L'idée de tels dûs permettrait à des politiques spécifiquement sexuelles, comme les préoccupations au sujet des privations sexuelles, d'être placées dans le contexte d'une plus grande gamme de biens sociaux tels que l'éducation, l'emploi et des biens de subsistance fondamentaux (nourriture, eau, et services de santé). Ce sont des biens auxquels les gens devraient avoir droit mais dont ils sont souvent privés. Ces connexions entre des biens sociaux nous ramènent aux façons dont la sexualité est profondément liée à la circulation de biens – et ces liens deviennent d'autant plus intenses dans des situations de privation. Par exemple, tous les principaux acteurs de la lutte contre le Sida s'accordent pour dire que la capacité qu'a une personne de refuser des rapports sexuels non protégés (question cruciale pour la prévention de l'infection du VIH) dépend de son accès aux biens sociaux de base. Concrètement, plus une personne est démunie, plus elle a de chances d'accepter des rapports sexuels non protégés pour obtenir des biens de subsistance de base, et plus elle risque d'attraper – et de transmettre – le virus du Sida. Sans ces dus incarnés et habités fondamentaux, il est peu probable que la lutte contre l'épidémie du VIH à travers les changements de comportements sexuels soit couronnée de succès.

### 3. Nous sommes tout-e-s illégaux-ales

Naomi Klein a fait remarquer que ce slogan de la grève de 2006 pour les droits des immigrés aux Etats-Unis (“nous sommes tout-e-s illégaux-ales”) peut être un cri de ralliement non seulement pour l'immigration, mais aussi pour beaucoup d'autres questions. Dans sa forme la plus récente, le néolibéralisme est caractérisé par une économie sécuritaire qui tire profit de la vulnérabilité des personnes en situation irrégulière en rendant ces personnes illégales et en les contrôlant. L'intensification

de la sécurité aux frontières dans des lieux comme les Etats-Unis et l'Union Européenne rend les mouvements transfrontaliers de plus en plus difficiles. Les personnes qui tentent de traverser des frontières sans bénéficier des documents appropriés sont de plus en plus arrêtées et emprisonnées, et de nouvelles lois pénalisent aussi bien les immigrés que les employeurs concernés.

Klein soutient que ce type de mesures sécuritaires intensifiées s'inscrit dans une nouvelle économie qui a besoin de maintenir et d'élargir la criminalisation d'activités variées. Dans cette nouvelle économie, à n'importe quel moment nous pouvons tout-e-s devenir littéralement illégaux-ales – même si les arrestations et les poursuites judiciaires concernent surtout les populations marginalisées. Ce phénomène s'applique à différentes formes de commerce sexuel, si bien que certaines formes d'ouverture, comme la décriminalisation du travail sexuel aux Pays-Bas, ont été accompagnées de contrôles intensifiés dans d'autres domaines. Par exemple, de nombreuses formes de prostitution sont maintenant considérées en terme de “traite des personnes,” même lorsqu'elles n'impliquent pas le type de relations de travail forcé auxquelles le terme de “traite” fait normalement référence. Klein suggère d'établir des connexions entre divers mouvements pour libérer les gens de la menace des sanctions de l'Etat liées à la façon dont ils gagnent leurs vies: par exemple entre les mouvements pour les droits des immigrés, pour l'abolition et la réforme des prisons, contre la «guerre contre les drogues, » et pour les droits des travailleurs-ses du sexe. Tous ces mouvements peuvent représenter différentes branches d'un même effort contre la criminalisation des vies des gens pour un profit.

### 4. Une dose appréciable de dégoût

Au début de notre discussion, Svati Shah a soulevé la question du “facteur dégoût” dans le but d'exprimer

une vision de justice sexuelle et économique. Beaucoup de nos participant-e-s, en tant que militant-e-s dans des mouvements sociaux qu'ils et elles identifient comme des mouvements progressistes ou de gauche, ont connu cette sensation de malaise qui s'insinue dans des conversations sur la sexualité dans de nombreux contextes différents. Certes, le sentiment qu'il y a quelque chose de «dégoûtant» dans les discussions sur le sexe est commun au sein de nombreux mouvements sociaux. Néanmoins, à la fin du colloque, presque tous les groupes ont inclus une forme de «facteur dégoût» dans leurs discussions sur la justice sexuelle et économique. Leurs efforts reflètent le fait que la sexualité est un phénomène complexe qui soulève toute une palette de réactions et d'émotions que la raison seule ne peut pas (ou ne devrait pas) expliquer. À l'inverse, les projets de groupes suggèrent qu'il est important de laisser la place aux complexités de la sexualité et à ses conséquences émotionnelles variées et contradictoires, puisque celles-ci font souvent partie des charmes de la sexualité. Si la sexualité et les pratiques sexuelles n'étaient pas si compliquées et alambiquées, elles n'auraient pas la capacité d'exciter, de rapprocher et de procurer du plaisir – une capacité qui les rend si fascinantes. Ainsi, plutôt que de chercher à anéantir ce «dégoût», les groupes ont suggéré des politiques qui rendraient possible «une dose appréciable de dégoût.» Par conséquent, le fait de reconnaître que la sexualité et les pratiques sexuelles sont puissantes et peuvent être dangereuses nous rapproche de la possibilité d'atteindre le plaisir et la justice sexuelle.

Dans cette partie de notre vision, nous mettons en avant les «libertés positives» liées à la sexualité, tout en tâchant de rester attentifs aux inégalités et aux violences qui font partie de tellement de relations sexuelles. Nous soulignons par-là le plaisir comme élément essentiel de notre travail sur la justice sexuelle

et économique. À cet égard, certaines questions clés se posent: Comment rester concentré-e sur les problématiques de violence et de sécurité tout en s'assurant que le débat ne se résume pas exclusivement aux droits négatifs et au besoin d'être protégé-e? Où pouvons-nous imaginer des interactions libérées sexuellement, basées sur le plaisir, à l'abri de la violence et d'autres formes de contraintes, et qui ne dépendent pas de mesures qui renforcent l'industrie carcérale ou qui dissimulent des informations sexuelles aux jeunes au nom de leur protection? Comment comprendre les complexités de la sexualité de façon à ne pas avoir à édulcorer et stériliser nos discussions des pratiques sexuelles?

## 5. Utopies quotidiennes

L'idée de Davina Cooper qui consiste à rechercher «des utopies quotidiennes» a trouvé un écho chez beaucoup des participant-e-s. Comme le groupe qui s'intéressait à l'idée de «dus incarnés et habités», elle se demande si l'on peut trouver une force, une puissance dans d'autres corps et relations que ceux et celles qui forment des mouvements politiques. Cooper a étudié un grand nombre de ces sites, notamment des formes alternatives d'échange économique et des utopies sexuelles de tous les jours comme les bains publics pour femmes à Toronto au Canada. Des expériences comme celle des bains de Toronto illustrent comment des pratiques sexuelles alternatives constituent également des expériences à travers lesquelles peuvent potentiellement se matérialiser de nouvelles formes de relations et de rapports sociaux-ales. Au début du colloque la réponse typique à la question «A quoi sert l'économie?» était que celle-ci devrait maximiser le bien-être de chacun-e. Qu'est-ce que cela implique en termes de construction de relations sociales alternatives, qualifiées «d'utopies quotidiennes» par Cooper? Si l'économie traditionnelle dépend de régulations sexuelles et de contrôles normatifs,

les défenseurs-ses d'une démocratie sexuelle et d'utopies quotidiennes peuvent-ils-elles nous aider à imaginer d'autres moyens par lesquels l'économie elle-même pourrait subvenir aux besoins de chacun-e en biens et en services sociaux? À la fin, le colloque a suggéré que les réflexions sur la justice sexuelle peuvent contribuer à une reconceptualisation de ces questions économiques de base: Quel est le meilleur moyen de subvenir au besoin humain de bien-être? Quels types de relations sociales, de liens, d'affiliations et d'affections peuvent rendre un autre monde possible?

## 6. Sexe et valeur(s)

En tentant de développer cette vision du bien-être social et sexuel, les participant-e-s se sont demandé à quoi ressemblerait une idée positive de la sexualité qui dépasserait la notion de libertés négatives basées sur la protection et tendrait vers une vision de sexe et de bien sexuels positifs. Qu'est-ce que les relations sexuelles créent de bien dans le monde? Comment soutenir des mouvements qui voient la justice sexuelle non seulement en termes de traitement égal d'identités sexuelles différentes, mais qui apprécie la sexualité comme "un mode d'expression, d'exploration, de communication interpersonnelle, d'aventure, de construction de confiance en soi, d'épanouissement personnel et de compréhension" (Cooper)? Ou encore, comme l'exprime Claudia Hinojosa, "Notre point de départ est une culture sexuelle dominante dans laquelle toutes pratiques sexuelles, particulièrement celles qui procurent du plaisir ou qui ne sont pas liées à la reproduction, sont coupables jusqu'à ce qu'elles soient prouvées innocentes. Le développement d'un nouveau cadre éthique à cet égard pourrait potentiellement permettre de concevoir une culture politique dans laquelle on peut voir la sexualité comme une pratique marquée par la liberté."

Cette vision positive de la justice sexuelle nous pousse également à nous demander comment l'autonomisation sexuelle pourrait engendrer davantage de possibilités pour la justice dans d'autres domaines de nos vies. L'autonomisation sexuelle aide-t-elle les gens à mieux négocier des droits syndicaux, par exemple – et est-il utile de le découvrir? Si les projets de développement communautaire se souciaient moins du micro-crédit et plus du plaisir sexuel et du point G, serait-il possible que les organisations de genre et de développement soient plus efficaces dans le domaine de l'autonomisation et évitent aux femmes la surcharge de travail qu'elles subissent si souvent?

En explorant ces connexions, nous nous intéressons au sexe comme site de production de valeurs. Certes, le sexe peut procurer du plaisir, mais il peut également engendrer des relations sociales importantes, des communautés qui peuvent s'occuper les unes des autres, ainsi que des liens intimes qui donnent de la force aux gens dans des circonstances difficiles (Jakobsen et Pellegrini 2003). Cette vision positive de la liberté sexuelle défie toute division arrêtée entre les besoins et les désirs – une division qui est souvent employée, même dans des politiques progressistes, pour nier l'importance politique de la sexualité. Dans le cas de l'épidémie du Sida aux Etats Unis, par exemple, les gens qui étaient liés par une communauté fondée sur le désir ont également travaillé ensemble pour subvenir aux besoins des un-e-s et des autres alors que cette communauté était criminellement négligée par l'État, et, souvent, par les familles biologiques des personnes contaminées par le virus. Un certain nombre de questions clés demeurent, notamment sur les moyens de souligner et de célébrer ces connexions sans permettre aux États de les instrumentaliser – mais de nombreux groupes se sont engagés à résoudre ces dilemmes.

## 7. Démocratie sexuelle

Des militant-e-s des pays du Sud ont recadré des projets démocratiques à travers leurs efforts pour “une démocratie qui veut dire quelque chose” (Fonow) en encourageant des initiatives démocratiques engagées et participatives, et en imaginant comment réaliser une démocratie qui fonctionne au quotidien. En Amérique Latine, par exemple, la restructuration économique a rendu les droits formels acquis par les femmes inapplicables dans beaucoup de cas (León), ce qui a poussé les mouvements sociaux à chercher des moyens de mieux lier les droits formels à leur mise en pratique concrète. S’inspirant de ces efforts, Lisa Duggan emploie le terme de “démocratie sexuelle” pour décrire l’idée d’un soutien social pour des relations non-normatives. En utilisant ce terme, elle désigne les façons dont les libertés démocratiques peuvent s’appliquer non seulement à des catégories sociales telles que l’expression, la presse et la religion, mais aussi au droit de former des liens affectifs et des relations intimes. Non seulement la démocratie sexuelle garantit une liberté démocratique dans un domaine où celle-ci est souvent niée, mais elle rend également possibles des expériences qu’une démocratie devrait permettre. Par conséquent, la pratique concrète de la démocratie ne se résume pas seulement aux concepts de droits et de liberté – bien que ces concepts soient absolument essentiels – mais concerne également les formes de biens sociaux et de justice sociale qui sont produit-e-s à travers les pratiques matérielles des gens et les nouvelles formes de relations et de communautés qu’ils et elles produisent.

Cette approche offre une vision alternative de la vie sexuelle et sociale pour laquelle l’égalité se trouve dans le pluralisme et la variété des types de relations entre individus. En termes de démocratie sexuelle, par exemple, le fait d’être une mère célibataire et d’élever des enfants

dans des circonstances parfois dures constituerait une réussite, un accomplissement moral, et non une source de honte morale. De la même manière, les vastes réseaux sociaux au sein desquels les gens se procurent des soins mutuels pourraient être reconnus comme les fondations essentielles d’une société, plutôt que considérés comme des choix personnels.

Il est important de préciser que cette forme de justice sexuelle implique de comprendre que les différents types de plaisir que les gens produisent ne sont pas nécessairement englobés par le capitalisme. On attribue souvent la possibilité de plaisir à la culture de commodification et au capitalisme, plus généralement. Pourtant, les participant-e-s à notre atelier ont soutenu que les besoins et les désirs ne peuvent pas seulement être satisfaits par des produits. Il en va de même des gens, qui n’ont pas seulement besoin ou envie de plaisir, mais sont aussi les acteurs qui produisent ce plaisir. La démocratie sexuelle est un moyen de reconquérir le plaisir de l’emprise du capitalisme et de restituer aux relations humaines toutes leurs possibilités sexuelles.

Duggan observe qu’un tel projet nécessite un soutien social. Aujourd’hui, bien sûr, l’État dépense beaucoup pour la sexualité – pas seulement pour la démocratie sexuelle. Il déverse des fonds pour diverses formes de régulation sexuelle, pour subventionner la sexualité normative, ainsi que pour contrôler et punir le commerce sexuel. Si ces ressources étaient attribuées dans l’objectif de réaliser une démocratie sexuelle, chacun-e aurait la possibilité d’avoir une vie sexuelle au-delà des limites du capitalisme et de l’État.

## DE NOUVELLES MÉTHODES, DE NOUVELLES ALLIANCES

# DES STRATÉGIES POUR L'AVENIR

---

*“Pour survivre, nous devons commencer à souligner et à développer des approches qui mènent à des communautés en meilleure santé, plus impliquées et plus engagées.”* —Cammett

Notre colloque a posé une multitude de questions difficiles. Pour y répondre, il sera nécessaire de développer de nouvelles collaborations entre des mouvements et des sujets d’habitude divisés. Il faudra tenir davantage de conversations entre les militant-e-s pour la justice économique et sexuelle, ainsi que ceux et celles qui travaillent sur beaucoup d’autres sujets. Il faudra aussi imaginer de nouvelles façons de militer. Dans cette partie, nous décrivons certaines de ces nouvelles méthodes et stratégies.

Ces nouvelles méthodes de militer pour la justice ne seront pas exclusivement constituées de nouveaux mouvements sociaux, mais également de nouvelles façons de développer, communiquer et soutenir la vision et l’énergie requises dans les combats pour la justice. Gabrielle Le Roux met l’accent sur le fait de “créer des liens et de partager des informations de manière à inclure et reconnaître l’expertise des personnes qui ont une expérience personnelle liée au sujet de discussion.” Le Roux utilise des dessins de militant-e-s accompagnés de leurs histoires afin d’illustrer de manière concrète le courage et la vision qui permet de continuer de se battre pour la justice. D’autres formes d’expression artistique sont tout aussi importantes car elles contribuent à développer la capacité d’imaginer de nouvelles possibilités et de communiquer ces visions. Comme ce travail n’est pas représenté dans les principaux médias, il est crucial de développer des médias alternatifs, dont des vidéos, livres, blogs, spectacles et expositions.

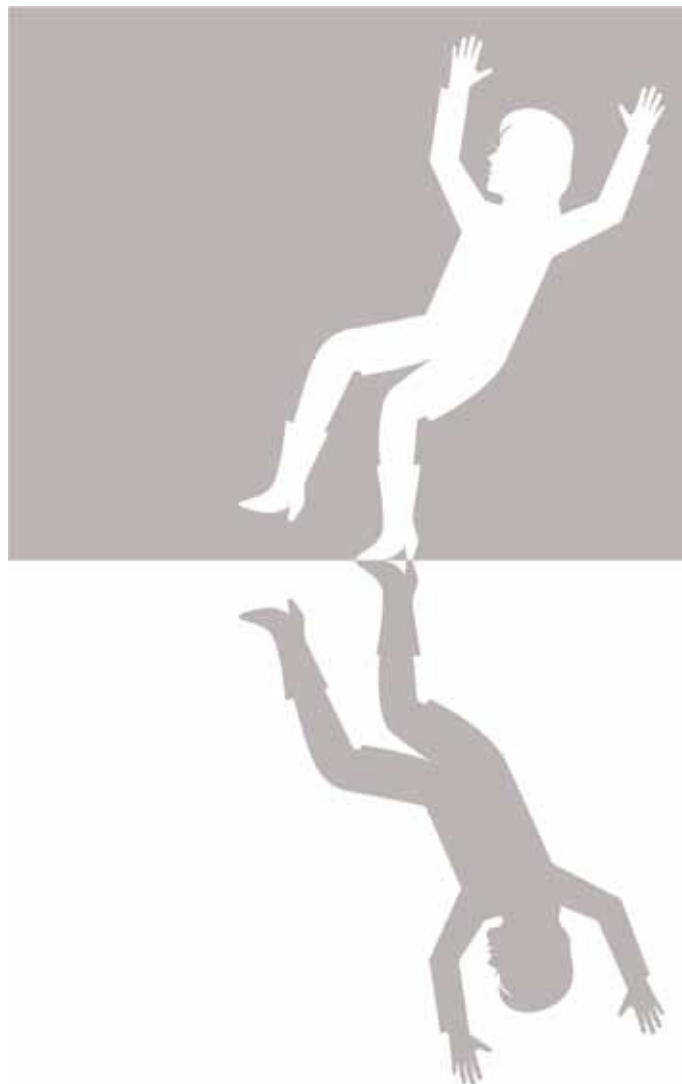
Tous ces moyens de communication sont clés pour stimuler des débats publics.

Mary Margaret Fonow a soutenu que nous devrions consciemment employer l’énergie érotique qui fait souvent partie des mobilisations. Par exemple, Fonow a suggéré qu’il est possible d’établir des connexions et de tirer une énergie nouvelle pour nos combats d’activités basées sur le plaisir et la transgression, ainsi que des relations sexuelles, qui ont marqué les mobilisations ouvrières. De même, Ara Wilson a démontré que travailler dans une organisation non-gouvernementale peut engendrer des connexions non seulement politiques, mais également sexuelles. Nous pourrions reconnaître l’importance de cette sexualité dans notre travail politique. Quelles autres méthodes pourraient produire d’autres ressources énergétiques pour la justice?

Une des principales méthodes pour s’engager vers de plus vastes visions de la justice est de développer de meilleures alliances et de meilleurs occasions de collaborer. Dans cet esprit, la conférence a engendré un grand nombre de suggestions pour de nouvelles alliances qui pourraient se former pour établir des liens entre la justice sexuelle et économique. Par exemple, il existe des possibilités intéressantes d’élargir le travail sur la sexualité au sein du mouvement ouvrier. Étant donné que l’activisme gay pour la justice économique se situe dans des associations professionnelles, des universités, des tribunaux, ainsi que dans des espaces plus petits et plus autonomes, il est nécessaire de nourrir des stratégies qui prennent forme au sein des organisations et des institutions dominantes et en dehors de celles-ci, ainsi que celles qui font appel à l’État et qui développent une critique de celui-ci.

Au sein du mouvement ouvrier par exemple, il existe déjà des mouvements bien développés pour l'autonomisation économique des femmes qui visent à aider les femmes à devenir indépendantes financièrement et à remettre en question les préjugés traditionnels concernant les ménages composés d'un soutien de famille et d'une femme au foyer. Les militant-e-s pour les minorités sexuelles partagent des inquiétudes semblables au sujet des effets des structures familiales et des préjugés hétéronormatifs sur le bien-être, et pourtant ces deux mouvements sont rarement mis en relation. Créer une alliance entre ces mouvements permettrait de renforcer les efforts pour combattre les insécurités et la précarité auxquelles les gens font face dans l'économie néolibérale. Cela permettrait également d'établir des connexions entre l'autonomisation relationnelle – qu'elle se manifeste au sein d'unités familiales normatives ou en dehors de celles-ci – et l'autonomisation économique. Les militant-e-s pour des vies et des possibilités relationnelles alternatives, notamment les jeunes queer et les militant-e-s pour des logements alternatifs pour les personnes âgées, pour les droits des femmes veuves et célibataires, et pour des espaces communs pour la garde d'enfants et les services de santé, pourraient trouver des connexions nouvelles et significatives entre leurs combats.

De même, les problématiques concernant les prisons sont profondément impliquées dans les structures économiques de la société, alors que l'expansion carcérale a accompagné le développement du néolibéralisme. La question de l'emprisonnement est également liée aux préjugés hétéronormatifs et aux façons dont les



mouvements contre la violence domestique et l'exploitation sexuelle se sont tournés vers l'État carcéral (Cammatt). Des alliances comme celle qui s'est forgée entre les activistes anti-carcéraux de Critical Resistance et les militant-e-s contre la violence du groupe Incite! Women of Color Against Violence ont été très efficaces. Des alliances similaires pourraient se former entre les activistes anti-carcéraux et les militant-

e-s pour les droits des travailleurs-ses du sexe. Les organisateurs-trices pour les droits du travail pourraient également faire partie d'une telle alliance, puisque les mouvements ouvriers fournissent un moyen de faire face à l'exploitation ouvrière, dont le travail sexuel, à travers l'autonomisation économique plutôt qu'en faisant appel à l'État carcéral.

Aucune de ces alliances n'a été – ou ne sera – facile à former. Les histoires et les cultures des différents mouvements sociaux constituent souvent des obstacles à des alliances réussies. Par exemple, des organisations plus généralistes peuvent craindre qu'une alliance avec des militant-e-s pour les droits sexuels n'affecte leurs chances d'obtenir des fonds ou ne nuise à leur respectabilité (voir page 37). Mais conceptualiser comment de telles alliances peuvent fonctionner constitue au moins une première étape.

Les participant-e-s ont également suggéré que nos futures stratégies tirent profit de l'espace disponible au sein de lieux existants pour parler de justice sexuelle et économique. Par exemple, les ONG qui travaillent dans le domaine des droits pourraient être un point de départ important. Comme le note Ara Wilson, "Actuellement, de nombreux projets qui explorent l'intersection entre la justice sexuelle et économique sont entrepris par des ONG, et la majorité des discussions les plus approfondies sur la justice sexuelle et économique a eu lieu dans le cercle des ONG et des projets sur les droits humains, en particulier ceux qui se sont concentrés sur les problèmes des femmes durant les années 1980 et 1990. Opérant dans les paramètres limités et problématiques du cercle de l'ONU et des ONG, et dépendant du discours libéral

(ou parfois néolibéral), certains efforts d'ONG et de projets sur les droits humains considèrent la liberté sexuelle dans le cadre de critiques du capitalisme international. Par exemple, DAWN (Development Alternatives with Women for a New Era, ou Alternatives de développement avec des femmes pour une nouvelle ère) est un réseau qui milite pour une redistribution économique et qui considère les droits sexuels comme une de ses priorités. Dans le contexte radical du Forum Social Mondial, DAWN rejoint un réseau d'ONG de femmes du Sud pour organiser des 'Dialogues Féministes' explorant les conséquences des politiques néolibérales et du militarisme sur les corps sexués des femmes."<sup>13</sup>

Comme le discours des droits humains est le plus efficace et le plus fort pour exprimer des revendications politiques, ce discours désigne généralement les droits politiques au détriment des problèmes économiques. Cependant, beaucoup d'activistes pour les droits sexuels des femmes et les droits LGBT au niveau global ont une conception substantive des droits qui souligne que les droits économiques, sociaux et politiques sont indissociables. Par exemple, les Principes de Jogjakarta (2006), une déclaration de droits en matière d'orientation sexuelle et d'identité de genre, identifient "le droit à des conditions de vie adéquates, y compris une nourriture

---

13. "Dialogues féministes" (Feminist Dialogues) est composé d'Isis International (Manila), DAWN, INFORM (Sri Lanka), Coalition internationale de femmes pour la justice économique (Women's International Coalition for Economic Justice), Articulación Feminista Marcosur, le Réseau de Développement et de Communications de la Femme Africaine (FEMNET), et le Réseau national indien de groupes autonomes de femmes (Indian National Network of Autonomous Women's Groups).

adéquate, une eau potable, une hygiène et des vêtements adéquats, et une amélioration continue des conditions de vie, sans discrimination sur la base de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre. Par conséquent, dans les cas les plus prometteurs, les ONG et les projets pour les droits humains exploitent les contradictions du néolibéralisme pour lier le libéralisme sexuel et la redistribution économique.”<sup>14</sup>

Il existe également des initiatives intéressantes qui ont pour but de donner à la sexualité une place plus importante dans le domaine du développement. Une intervention clé vient du Programme sur la sexualité et le développement (Sexuality and Development Programme) à l'Institut pour les études sur le développement (Institute for Development Studies) au Royaume-Uni, qui vise à lier les questions de sexualité aux priorités des principales institutions pour le développement.<sup>15</sup> Ce programme a également financé des papiers sur la sexualité et le développement, notamment un projet de l'universitaire péruvien Henry Armas qui affirme sans détour que: “loin d'être secondaire par rapport aux questions importantes de logement, d'éducation, d'emploi, de participation politique, etc., les droits sexuels sont un champ de bataille essentiel dans notre lutte contre la pauvreté et sont fondamentalement liés aux droits à la santé, au logement, à la nourriture et à l'emploi.” Armas emploie également les évolutions

récentes dans les théories du développement sur la pauvreté pour soutenir que “si l'on comprend que la pauvreté n'est pas seulement matérielle, mais également marquée par l'exclusion, le mal-être, et des restrictions sur les capacités et la liberté, alors la privation de droits sexuels constitue en elle-même une forme de pauvreté” (2007, 1). En tirant parti de ces liens créés entre la sexualité, les droits humains et le développement, l'objectif est d'intervenir dans les débats dominants (et les sources de financement) qui donnent forme à des actions multilatérales contre la pauvreté, et d'inclure la justice sexuelle dans les priorités des organisations qui se consacrent habituellement aux problèmes d'inégalités économiques.

---

14. Voir aussi l'Association mondiale for la santé sexuelle (World Association for Sexual Health) (2008).

15. Voir [www.ids.ac.uk/go/research-teams/participation-team/projects-and-outputs/realising-sexual-rights](http://www.ids.ac.uk/go/research-teams/participation-team/projects-and-outputs/realising-sexual-rights). Voir aussi Cornwall, Correa, et Jolly (2008).

## QUELQUES MODÈLES D'ACTIVISME

---

Bien qu'il reste beaucoup de travail à faire, de nombreux modèles d'activisme – parfois expérimentaux – peuvent nous être utiles dans nos actions pour la justice économique et sexuelle. Comme c'est souvent le cas dans le développement de mouvements, de petites organisations ouvrent la voie. Voici quelques exemples de stratégies novatrices pour la justice sexuelle et économique:

### Innovations dans les mouvements ouvriers

#### **La fierté au travail** (Pride At Work)

(<http://prideatwork.org>) est une section de la Fédération américaine du travail et congrès des organisations industrielles (AFL-CIO – American Federation of Labor & Congress of Industrial Organizations) fondée en 1994 pour militer pour les droits des travailleurs-ses LGBT au sein des syndicats et pour établir des alliances entre le mouvement ouvrier et la communauté LGBT. Le groupe a soutenu la grève des étudiant-e-s de l'université du Michigan contre l'exclusion des personnes trans de l'assurance maladie, a organisé des formations pour les leaders syndicaux-ales sur les questions LGBT, et a négocié pour que des allocations pour les partenaires domestiques et des clauses contre la discrimination. Enfin, il a mené des campagnes politiques pour les droits des gays.

**Travailleurs-ses Out!/Conférence internationale sur les droits humains** (Workers Out!/Human Rights World Conference) ([www.copenhagen2009.org/Conference.aspx](http://www.copenhagen2009.org/Conference.aspx)) est une conférence tenue conjointement avec les Outgames. Les participant-e-s visent à redéfinir les droits des travailleurs-ses LGBT comme des droits

humains. Un des objectifs de la conférence est d'aider les syndicats autour du monde à se joindre à la lutte pour les droits des personnes LGBT au travail et dans la société, et de faire avancer le mouvement syndical international contre les discriminations en matière d'orientation sexuelle et d'identité de genre.

**Éducation internationale** (Educational International) **et Service public international** (Public Service International) ([www.ei-ie.org](http://www.ei-ie.org); [www.world-psi.org](http://www.world-psi.org)):

En 2003 ces deux fédérations ouvrières internationales, représentant des millions de travailleurs-ses dans des centaines de syndicats autour du monde, ont lancé une série d'initiatives pour les droits des travailleurs-ses LGBT dans l'éducation et le service public. Ces initiatives comprennent des recherches, un site Web, des forums internationaux et des campagnes de solidarité internationales. Les deux fédérations ont publié "Les syndicats ouvriers unis pour les droits LGBT," le premier guide international pour l'égalité des travailleurs-ses LGBT. Ce guide décrit comment des décisions prises récemment par des institutions internationales peuvent être utilisées pour la protection des travailleurs-ses LGBT, la lutte contre la discrimination et pour les droits des gays.

### Innovations en soutien à l'autonomie relationnelle

En 2001 la Commission de droit du Canada a publié le rapport intitulé "**Au-delà de la conjugalité**" (Beyond Conjuality) ([http://tabletology.com/docs/beyond\\_conjuality.pdf](http://tabletology.com/docs/beyond_conjuality.pdf)). Ce rapport exige des changements légaux fondamentaux afin d'honorer

et de soutenir toutes sortes de relations personnelles entre adultes, que ces relations soient conjugales ou non (Beyond Marriage, 2006).

En septembre 2005, le conseil municipal de Salt Lake City dans l'Utah a voté une loi permettant aux employé-e-s de choisir une **“personne adulte désignée”** ([www.ci.slc.ut.us/council/newsreleases/benefits\\_ord\\_revised.pdf](http://www.ci.slc.ut.us/council/newsreleases/benefits_ord_revised.pdf)) pour bénéficier de leur sécurité sociale. Cette personne désignée peut être un-e colocataire, un membre de la famille, ou un partenaire domestique qui vit indéfiniment avec l'employé-e et est financièrement lié-e à cet employé-e. Cette loi prend en compte la dépendance économique comme critère pour étendre l'accès à la sécurité sociale au lieu d'une relation conjugale ou sexuelle (Watson 2007).

Les militant-e-s actifs-ves dans la campagne **Au-delà du mariage** (Beyond Marriage) ([www.beyondmarriage.org](http://www.beyondmarriage.org)) aux Etats-Unis demandent la reconnaissance légale de divers-e-s relations, foyers et familles, quel que soit leur statut familial ou conjugal. Ces militant-e-s considèrent que chaque personne, quel que soit son statut civil ou sa nationalité, devrait avoir accès aux programmes vitaux du gouvernement dans les domaines des services de santé, du logement, de la sécurité sociale et des retraites, de l'aide en cas de catastrophe, des allocations chômage, etc.; à la séparation de l'église et de l'État dans tous les domaines, dont la régulation et la reconnaissance des relations, des foyers et des familles; et à la liberté de ne pas être régulé-e par l'État dans sa vies sexuelle, ses choix, son identité et son expression de genre.

## Innovations dans les mobilisations autour du travail du sexe

**SANGRAM** ([www.sangram.org](http://www.sangram.org)), une organisation indienne qui travaille avec des travailleurs-ses du sexe sur les questions de VIH/Sida, emploie une stratégie fondée sur l'analyse des compagnes populaires et sur une approche basée sur les droits de l'homme. Elle relie la vulnérabilité par rapport au Sida à d'autres vulnérabilités, telles que la violence, la discrimination, le genre, ainsi que les violations droits de l'homme. Selon le site web de SANGRAM, par exemple, “les préservatifs sont considérés comme un outil qui sauve des vies et les prostitué-e-s (ainsi que les travailleurs-ses du sexe) doivent y avoir droit d'accès. Les travailleurs-ses reçoivent une formation portant sur des questions telles que la loi, l'héritage, le droit à la propriété et d'autres sujets concernant le Sida.” À cet effet, son programme d'éducation et de distribution des préservatifs est mené par un collectif de femmes travailleuses du sexe. Son action consiste également à mobiliser contre les missions “descente de police, sauvetage et réparation”.

En 2003, Juhu Thukral et Melissa Ditmore du **Centre de justice urbaine** (Urban Justice Center) ([www.urbanjustice.org](http://www.urbanjustice.org)) à New York ont interviewé un échantillon de diverses travailleurs-ses du sexe opérant dans les rues afin de répertorier l'évaluation faite par ces femmes de leurs revendications politiques les plus urgentes. Elles ont constaté que la plus importante intervention attendue par les travailleurs-ses du sexe opérant dans la rue ne concernait pas directement la prostitution, mais plutôt l'attribution insuffisante de logements. Leurs recommandations principales

réclamaient d'une part, des refuges de longue durée et de transition, selon le modèle "le logement d'abord" pour tous ceux qui reçoivent une aide gouvernementale, et d'autre part, l'attribution de l'argent destiné aux dépenses carcérales par l'État fédéral, les États et les pouvoirs locaux, à la création des logements abordables.

La récente campagne contre la mise en œuvre du projet "zones sans prostitution" à Washington, D.C. a mis en évidence la nécessité d'associer le combat concernant le travail du sexe à un agenda politique et économique élargi. Tout comme la politique précédente de "zones sans drogue", la création de "zones sans prostitution" a contribué à criminaliser la population qui occupe la rue et qui est déjà marginalisée sur le plan économique et racial. Face à cette proposition de loi, une large coalition d'organisations locales s'est réunie pour exprimer son opposition vigoureuse et unanime à cette stratégie cherchant à faciliter la venue d'une population aisée et à réprimer les droits des migrant-e-s, des sans-abris et des travailleurs-ses du sexe à se réunir dans des lieux publics.

**L'Alliance pour un Washington D.C. mixte et en sécurité** (Alliance for a Safe and Diverse D.C.) ([www.differentavenues.org/SafeDCAAlliance.html](http://www.differentavenues.org/SafeDCAAlliance.html)) a émergé d'une vision politique basée sur une constitution réciproque de la justice sexuelle et sociale. Cette alliance a été créée par le groupe **Différentes directions** (Different Avenues) ([www.differentavenues.org](http://www.differentavenues.org)), une organisation qui s'occupe des jeunes engagé-e-s dans l'économie du sexe et travaille avec différents groupes plaidant en faveur des droits des sans-abris, des personnes LGBT et des immigré-e-s. Même si cette

organisation n'a pas réussi à empêcher la création de zones, sa réussite dans la formation d'une alliance a retardé la mise en œuvre du projet. Elle offre ainsi un modèle d'activisme dans le domaine du travail du sexe couronné de succès grâce à son appui sur une coalition solide. Même après la décision de la ville de créer les zones, l'alliance est restée intacte et politiquement active, travaillant sur le terrain pour démontrer l'impact de ces zones sur différentes communautés à Washington D.C. et pour renverser cette politique au nom du respect des droits civiques.

**Le Réseau de femmes pour l'unité** (Women's Network for Unity) (<http://wnu.womynsagenda.org>) constitue un autre exemple de liaison entre les mouvements. C'est un réseau national de plus de 5000 femmes, hommes et transsexuel-l-e-s travailleurs-ses du sexe au Cambodge. WNU constate que la situation d'appauvrissement des travailleurs-ses du sexe au Cambodge est directement liée aux changements qui se sont produits depuis que le pays a dû établir une économie de marché néolibérale. La majorité des membres de WNU sont des migrant-e-s internes qui ont quitté les zones rurales pour s'installer dans les villes. La principale raison qui les a obligé-e-s à migrer vers les villes à la recherche d'un travail rémunéré est la privatisation des forêts où ces personnes trouvaient de la nourriture, des rizières où ils-elles cultivaient de la nourriture et des courants d'eau où ils-elles pêchaient. Un grand nombre de travailleurs-ses du sexe au Cambodge a d'abord commencé par travailler dans de grandes usines fabriquant des vêtements et d'autres produits pour de grandes compagnies multinationales,

une occupation qui représente plus d'heures de travail et moins de revenus que le travail du sexe. WNU s'est engagé dans plusieurs campagnes à grande échelle concernant les problèmes liés au commerce et à la mondialisation. Dans le cadre de cet engagement, WNU s'est rendu avec les ouvrier-e-s des usines de textile de Cambodge et d'autres membres du **Réseau de travailleurs-ses du sexe de l'Asie et du Pacifique** (Asia Pacific Network of Sex Workers) (<http://apnsw.org>) à la Réunion Ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) en 2006 à Hong Kong. WNU continue son action concernant les problèmes engendrés par le « libre » échange et la mondialisation, ainsi que l'impact de l'ADPIC et de l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS) sur l'accès à la médecine et aux soins médicaux (voir texte page XX).

### Innovations dans les efforts pour les droits sexuels et reproductifs

Les organisations féministes qui travaillent sur les droits reproductifs et sexuels se tournent de plus en plus vers le principe de plaisir dans leur travail, et visent à employer ce concept de façons pratiques et concrètes. Au Nigéria, le Centre international pour la santé reproductive et les droits sexuels (International Centre for Reproductive Health and Sexual Rights – **INCREASE**) ([www.increase.org](http://www.increase.org)) organise des ateliers sur le plaisir sexuel pour des personnes de toutes les communautés ethniques et religieuses. L'organisation a sa propre collection de jouets sexuels qu'elle utilise pour des démonstrations. INCREASE organise également des ateliers sur les avortements dangereux, des séminaires sur le viol, et

des discussions sur les grossesses adolescentes. La fondatrice, Dorothy Aken'Ova, a créé un réseau de femmes bisexuelles et de lesbiennes afin d'aménager un espace où que ces femmes peuvent se réunir et avoir accès à des services de santé.

Des projets semblables existent ailleurs. En Turquie, par exemple, le groupe appelé **Les femmes pour les droits de l'homme de la femme** (Women for Women's Human Rights – WWHR) ([www.wwhr.org](http://www.wwhr.org)) organise une formation sur les droits de l'homme pour les femmes dans le but de communiquer la puissance de la perception de la sexualité en mettant l'accent sur le droit à l'expression sexuelle, au plaisir et à la jouissance. Comme l'expliquent Ipek Ilkcaracan et Gulsah Seral, "La violence sexuelle et la sexualité reproductive sont délibérément abordées dans des modules séparés, afin de réserver un espace séparé dans lequel les participantes peuvent se concentrer uniquement sur la compréhension positive des droits sexuels qui englobent le droit fondamental de connaître et d'apprécier nos organes sexuels, le droit de rechercher des expériences quelque soit notre statut conjugal, le droit d'exprimer et de réaliser nos besoins et nos désirs sexuels et le droit de choisir de ne pas pratiquer d'activité sexuelle" (2000, 187).

Dans une récente réflexion, Henry Armas, l'ex-président de l'ONG **GRUPAL** au Pérou, a examiné les liens existant entre les droits sexuels et le travail que **GRUPAL** a entrepris avec des jeunes sur la démocratie et la participation. Comme il a expliqué : "Un des éléments clés dans l'approche de **GRUPAL** était notre travail sur les dimensions personnelles de la citoyenneté et de la démocratie, en reliant ces thèmes (qui peuvent

paraître ennuyeux pour les jeunes ou leur évoquer la corruption des hommes politiques) à des sujets plus évocateurs et plus proches d'eux (leur famille, leurs partenaires et leur sexualité). Nous voulions encourager les participants à relier la démocratie à leurs propres souvenirs et expériences" (communication personnelle). En ouvrant un débat sur des questions telles que "Avez-vous un comportement démocratique avec votre partenaire sexuel ? Etes-vous à l'écoute de vos propres désirs ? Etes-vous respecté-e quand vous dites non ? Parlez-vous du plaisir ?" Armas démontre que les ateliers de GRUPAL "peuvent servir de point de départ pour amener les gens à réfléchir sur la démocratie. Le fait de prendre en compte la sexualité nécessite un engagement envers 'la démocratie sexuelle,' ce qui constitue une vraie promesse de participation, de citoyenneté et de droits pour tout-e-s." (2007 8)

### Innovations dans le travail sur la sexualité et la précarité

**Precarias a la Deriva** ([www.sindominio.net/karakola/precarias.htm](http://www.sindominio.net/karakola/precarias.htm)) est une initiative consacrée aux femmes et à la précarité. Cette initiative est née d'un centre social féministe à Madrid, en réponse à une grève générale en Espagne en juin 2002 contre des propositions de réformes ouvrières. "Face à une mobilisation qui ne représentait pas le type de travail fragmenté, informel et invisible que nous faisons – nos emplois n'étaient ni pris en compte par les syndicats, ni affectés par la loi en question – un groupe de femmes a décidé de se promener en ville pendant la journée de la grève et, au lieu de faire la grève, de mener une enquête et de parler à des femmes

de leur travail et de leurs journées" (Precarias a la Deriva 2004, 157). Ces expéditions à travers les circuits de travail féminin précaire dans la ville ont encouragé les personnes à l'origine de cette initiative à développer des stratégies alternatives de résistance, notamment en se concentrant sur les soins, la sexualité et les émotions; en renforçant les alliances au niveau local et international; et en sensibilisant le public à ces problèmes. Comme l'explique le collectif: «Si nous voulons reconstruire des liens sociaux, nous devons intervenir fortement dans la sphère publique... organiser des événements importants qui abordent les problèmes liés à la précarité et mettent ces derniers en relation avec les questions de soins et de sexualité» (160). Le groupe vise également à créer des alliances entre les travailleurs-ses non-professionnel-l-e-s (télémarketeurs-ses, employé-e-s commerciaux-ales et travailleurs-ses dans le domaine des services), les personnes qui ont des professions précaires (infirmier-e-s, employé-e-s dans les communications), et les personnes qui travaillent dans des secteurs traditionnellement invisibles (travailleurs-ses domestiques, travailleurs-ses à domicile, et travailleurs-ses du sexe) (Precarias a la Deriva 2004, 160).

Inquièt-e-s du fait que les voix de femmes qui s'élevaient en public au sujet des migrations et de «l'illégalité» étaient étouffées au Forum social européen en 2003, un réseau d'étudiant-e-s, de chercheurs-ses et d'activistes appelé **NextGENDERATION** ([www.nextgenderation.net](http://www.nextgenderation.net)) a organisé une série d'ateliers pendant le forum. Ces ateliers portaient sur les intersections entre le genre, l'appartenance raciale, la sexualité, et les classes sociales dans les discussions

## CONCEPTS CLÉS

### FINANCEMENT

Une des principales conséquences du néolibéralisme est que les ONG sont en train de faire le travail de l'État. Que signifie ce phénomène pour la sexualité ? Qu'est-ce que les débats d'activistes sur le financement et la professionnalisation des mouvements sociaux ont à voir avec la sexualité ? Et quelles leçons pouvons-nous tirer de ces débats pour aider les organisations qui visent à changer nos sociétés ?

De manière évidente, des fonds provenant de sources conservatrices peuvent limiter le travail des ONG sur la sexualité. Par exemple, un tiers des 15 milliards de dollars prévus par le plan d'aide d'urgence à la lutte contre le Sida du Président Bush (PEPFAR) était consacré à des messages de prévention basés sur l'abstinence sexuelle (Health GAP 2006). Qui plus est, les organisations qui reçoivent des fonds de PEPFAR doivent prêter un "serment de loyauté sur la prostitution" à travers lequel elles s'engagent à s'opposer au travail du sexe (Avert 2008). Le programme permet également à des organisations religieuses de refuser de fournir des informations sur des méthodes prouvées dans la prévention du VIH/Sida, telles que l'usage des préservatifs. De plus, la professionnalisation des ONG peut également les pousser à adopter des positions moins controversées sur la sexualité dans le souci de ne pas nuire à leur réputation aux yeux des organismes qui leur fournissent des fonds.

En même temps, l'auto-censure peut se manifester autour des questions économiques. En dépit du N dans l'acronyme ONG, les gouvernements choisissent souvent les ONG qu'ils soutiennent, et les autres sources principales de financement sont des sources privées, souvent des entreprises multinationales.

Par conséquent, comme le soutient Naomi Klein, "nous devons parler d'argent et de comment celui-ci affecte nos mouvements... Nous devons employer une analyse économique de base et suivre où va l'argent, comprendre que l'argent nous change, comprendre que beaucoup d'argent nous change encore plus. Le meilleur exemple de ce phénomène concerne la lutte contre le Sida, et l'abandon d'un langage très fort sur les droits de propriété intellectuelle et l'ADPIC.<sup>1</sup> Pendant ce sommet de 2001<sup>2</sup>, nous parlions de propriété intellectuelle, d'architecture légale et de droit absolu aux médicaments. L'argent de la Fondation Gates nous a permis d'avoir une discussion instructive sur les droits concernant la santé des travailleurs-ses du sexe, mais a rendu difficile toute discussion sur l'ADPIC – précisément parce que Gates et Microsoft, ainsi que les compagnies pharmaceutiques, ont été à l'origine des structures rigides liées à la propriété intellectuelle. Nous voilà donc aux prises d'un ajustement structurel, et nous devons aborder ce sujet."

Enfin, les services sociaux parallèles qui apparaissent lorsque l'État cesse de fournir de tels services sont souvent liés à des organisations religieuses. De manière générale, l'expansion des ONG est liée à la conceptualisation d'individus en tant qu'objets de charité plutôt que sujets dans les luttes pour la justice. Plus précisément, l'irruption d'ONG chrétiennes conservatrices dans les cercles de pouvoir du gouvernement peut avoir un effet dévastateur sur la justice sexuelle (Ho). En 2006, l'administration de Bush a versé 2,1 milliards de dollars à des organisations et des programmes religieux-ses, dont une partie pour financer une éducation basée

exclusivement sur le principe d'abstinence sexuelle, des efforts pour promouvoir le mariage, et des services de conseil et de soutien pour des hommes et des femmes à faible revenu portant sur le thème des relations "saines" – définies de manière conservatrice (Hardisty 2008). Les ONG religieuses conservatrices ont également réussi à créer et mettre en pratique des politiques, des lois et des stratégies visant à purifier l'espace social, qu'il soit réel ou virtuel (Ho). En 2006, des législateurs-trices de la ville de Taipei associé-e-s à une ONG appelée Exodus International – une organisation chrétienne internationale qui milite pour "la liberté d'échapper à l'homosexualité à travers la force de Jésus Christ" – ont menacé de couper les fonds publics pour le festival gay annuel de Taipei sous prétexte que les fonds municipaux ne devraient pas être employés pour "promouvoir l'homosexualité." Les ONG chrétiennes et leurs alliés ont également réussi à se mobiliser pour soutenir des mesures internationales concernant le trafic sexuel, la pornographie, le travail du sexe, la surveillance sur Internet, etc. De tels protocoles internationaux sont utilisés pour promouvoir des lois semblables, et souvent encore plus rigides, au niveau local – ce qui rend les luttes au niveau national pour la justice sexuelle plus difficiles. C'est pourquoi nos participant-e-s ont suggéré que l'on examine de plus près non seulement comment notre financement nous permet ou non de lutter pour la justice de manières étroitement liées, mais également comment le fait que le néolibéralisme dépende des ONG pour les prestations de services va à l'encontre des visions progressistes de justice sexuelle.

1. Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce. Adopté par l'Organisation mondiale du commerce, cet accord établit des standards minimums pour de nombreuses formes de régulation de propriété intellectuelle.

2. Le premier sommet international pour l'accès aux médicaments génériques anti-VIH, 3-7 mai 2001, Ouagadougou. Voir : <http://www.genericsnow.org/pdf/pressreview.pdf>

sur la sécurité et les migrations (Gutiérrez Rodríguez 2004, 153). Des mobilisations ont également été organisées autour des droits des femmes migrantes par une coalition d'organisations lesbiennes, féministes, et de travailleurs-ses migrant-e-s basée à Berlin.

En Italie, où, comme le soutient Laura Fantone, “la précarité est un aspect essentiel dans la vie de nombreuses jeunes femmes” (2007, 5), la thématique de la précarité a engendré des coalitions entre différentes générations de féministes, ainsi des alliances renforcées entre les féministes et le mouvement ouvrier italien. Comme le note Fantone, “Quatre réseaux de jeunes féministes – **Sconvegno, Prec@s, A/matrix et Sexyshock** (<http://isole.ecn.org/sexyshock/menu2.htm>) ont visé et se sont approprié la précarité, en inversant parfois ses connotations et en l’abordant de manière positive, ou bien, dans des discours inspirés par la théorie ‘queer,’ en ajoutant une pincée de provocation féminine à la notion de précarité” (2007, 7).

Fournissant un autre exemple de la façon dont la précarité est devenue une nouvelle force catalytique pour les activismes en Italie, Beppe De Sario illustre comment divers mouvements activistes (la tradition indépendante marxiste, l’activisme créatif, l’activisme social, l’activisme LGBT, et l’activisme féministe radical) se mobilisent autour de ce thème. De Sario se penche en particulier sur le réseau activiste **Precari su Marte (Precarious on Mars)** ([www.inventati.org/precarisumarte](http://www.inventati.org/precarisumarte)), qui est actif à Turin depuis 2005. Cette organisation a mis en scène des spectacles politiques et théâtraux tels que des parodies de la liturgie catholique et des invocations à Sainte Précaire et Notre-Dame des Travailleurs-ses Temporaires (De Sario 2007, 22).

Un autre exemple de connexions entre des mouvements est le “Pinkarnival” ([www.inventati.org/pinkarnival/documentiPink/programma.html](http://www.inventati.org/pinkarnival/documentiPink/programma.html)), “un événement durant trois jours à Turin, consacré – de manière inattendue et en dehors de tout agenda politique – aux thèmes du corps

et du désir, et, essentiellement, à la liberté d’expression et d’expériences de vie. **Les Groupes de Samba du réseau Rythmes de Résistance** (SambaBands of the Rhythms of Resistance network), invités du TorinoSambaBand, ont participé au Pinkarnival. La force de cet événement était telle que, même si ces choses peuvent paraître infimes à l’échelle de l’activisme de la ville, des mouvements spontanés ont pris forme ailleurs: par exemple, des activistes LGBT à Turin se sont joints au groupe de samba et les militant-e-s au centre social de Gabrio” (2007, 35).

### La nécessité de continuer à innover

Comme le notent Lisa Duggan et Svati Shah, la plupart des organisations progressistes qui se consacrent actuellement aux questions de sexualité, de race et de classes sociales se situent au niveau local (plutôt qu’au niveau national). Par conséquent, “la difficulté pour nous tout-e-s consiste à construire des réseaux au-delà des frontières de l’État-nation. Des mouvements au niveau local peuvent être à la base d’associations plus vastes qui pourraient remettre en question les organisations ‘nationales’ qui dictent les priorités concernant les ‘droits gays’ de nombreuses organisations nationales et internationales” (Duggan). Seulement, pour être plus efficaces, ces mouvements locaux doivent être connectés au niveau national et international (Shah).

Les participant-e-s ont également suggéré qu’il serait peut-être nécessaire de créer de nouvelles organisations afin de se consacrer à des problèmes qui se situent au carrefour de telles connexions. Souvent, le succès de ces nouveaux mouvements est ce qui encourage des organisations plus anciennes et plus établies à se diriger vers ces nouveaux modèles. Construire des mouvements novateurs de façon à remettre en question les limites des organisations actuelles peut se révéler essentiel pour changer nos sociétés et nos approches en matière de justice sexuelle et économique.

# COMMENT VOUS ENGAGER

---

### **50 ans ca suffit: Le réseau des Etats-Unis pour la justice économique globale** (50 Years Is Enough: US Network for Global Economic Justice)

[www.50years.org](http://www.50years.org)

50 Years Is Enough: US Network for Global Economic Justice est une coalition de plus de 200 organisations américaines de femmes, de autochtones, ouvrières, de solidarité, basées sur la foi, travaillant dans les domaines de la justice politique, sociale et économique, de la jeunesse, et du développement. Cette coalition vise à transformer profondément la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

### **AHRC Centre de recherches pour la loi, le genre, et la sexualité**

(AHRC Research Centre for Law, Gender, and Sexuality)

[www.kent.ac.uk/clgs](http://www.kent.ac.uk/clgs)

AHRC Research Centre for Law, Gender, and Sexuality est un centre de recherche critique, interdisciplinaire et international qui se consacre à des recherches théoriques et pertinentes dans le développement de politiques, et qui explore le genre et la sexualité en relation avec la loi, le gouvernement et la normativité.

### **Agence Latino-américaine d'information**

(Agencia Latinoamericana de Información)

<http://alainet.org>

Agencia Latinoamericana de Información est une organisation de communication consacrée au respect des droits humains, à l'égalité des genres et à la participation de la population dans le développement et dans les politiques en Amérique Latine.

### **Association pour les droits de la femme et le développement**

(The Association for Women's Rights in Development)

[www.awid.org](http://www.awid.org)

The Association for Women's Rights in Development est une organisation associative internationale qui connecte, informe et mobilise des personnes et des organisations agissant pour l'égalité des genres, le développement et les

droits humains des femmes à travers le développement des capacités individuelles et organisatrices des personnes qui consacrent leurs efforts à l'autonomisation des femmes et à la justice sociale.

### **Campagne pour la convention des droits sexuels et des droits reproductifs** (The Campaign for the

Convention on Sexual and Reproductive Rights)

[www.convencion.org.uy](http://www.convencion.org.uy)

The Campaign for the Convention on Sexual and Reproductive Rights a commencé en 1999. Elle est née d'une alliance entre des organisations réseaux et campagnes féministes en Amérique Latine et dans les Caraïbes. La convention va, entre autres, définir et défendre les droits sexuels et reproductifs, initier un débat public sur ces questions ainsi que fournir des informations sur des thèmes souvent déformés par des mythes et des parti pris.

### **Centre pour la justice globale** (Center for Global Justice)

[www.globaljusticecenter.org](http://www.globaljusticecenter.org)

Center for Global Justice, basé à Guanajuato au Mexique, est un réseau international d'éducation et de recherche dédié aux mouvements sociaux progressistes, à l'analyse des effets de la mondialisation à l'échelle globale, ainsi qu'à la recherche de solutions réalisables et justes aux problèmes sociaux et économiques causés par les politiques néolibérales.

### **Centre pour une économie populaire**

(Center for Popular Economics)

[www.populareconomics.org](http://www.populareconomics.org)

Center for Popular Economics pour une économie populaire est un collectif à but non-lucratif composé d'économistes politiques basé-e-s à Amherst, dans le Massachusetts. Ce collectif examine les causes des inégalités et des injustices économiques, notamment les systèmes d'oppression fondés sur l'appartenance ethnique et raciale, la classe sociale, le genre, et la nation. Le centre fournit également des outils économiques efficaces à la disposition des personnes qui se battent pour la justice sociale et économique.

### **Centre pour l'étude des sexualités**

(Center for the Study of Sexualities)

<http://sex.ncu.edu.tw/english/EnglishCenterIntroduction.htm>

Center for the Study of Sexualities à l'Université centrale nationale de Taiwan est un collectif de recherche et d'information sur le thème de la sexualité en relation avec le genre ainsi que d'autres différences sociales telles que la classe sociale, l'appartenance raciale, l'âge et le handicap.

### **Coalition pour les droits sexuels et corporels dans les sociétés musulmanes** (Coalition for Sexual and Bodily Rights in Muslim Societies)

[www.wwhr.org/csbr.php](http://www.wwhr.org/csbr.php)

Cette coalition englobe plus de 40 organisations de différentes origines (droits des femmes, droits de l'homme, LGBT, santé, recherche) du Moyen Orient, d'Afrique du Nord, d'Asie du Sud et du Sud-est qui travaillent sur des questions liées à la sexualité. Son approche est holistique, basée sur le principe que les droits sexuels sont intimement liés à l'économie, la justice sociale et l'égalité.

### **DAWN : Alternatives au développement pour les femmes pour une nouvelle ère** (DAWN: Development Alternatives with Women in a New Era)

[www.dawnnet.org](http://www.dawnnet.org)

DAWN est un réseau de femmes universitaires et activistes du Sud économique engagées dans la recherche féministe et l'analyse de l'environnement international, et qui travaillent pour la justice économique, la justice de genre et la démocratie.

### **Objectif sur le Sud** (Focus on the Global South)

[www.focusweb.org](http://www.focusweb.org)

Focus on the Global South est une ONG qui travaille en Thaïlande, aux Philippines et en Inde et qui combine de la recherche sur les politiques, du plaidoyer, de l'activisme, et du développement de capacités au niveau local afin d'engendrer des analyses critiques et encourager des débats sur des politiques nationales et internationales liées à la mondialisation, au néolibéralisme et au militarisme et dictées par de grandes entreprises multinationales.

### **Forum social mondial** (Fórum Social Mundial)

[www.forumsocialmundial.org.br](http://www.forumsocialmundial.org.br)

Fórum Social Mundial est un point de rencontre, d'échange et d'action pour des mouvements sociaux, réseaux, ONG, et autres organisations de la société civile qui s'opposent au néolibéralisme et à un monde dominé par le capitalisme ou par toute forme d'impérialisme.

### **Action genre** (Gender Action)

[www.genderaction.org](http://www.genderaction.org)

Gender Action est la seule organisation dédiée à la promotion de l'égalité de genre et des droits des femmes dans tous les investissements des Institutions financières internationales (IFI) telles que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Cette organisation vise à garantir que les femmes et les hommes participent et bénéficient de manière égale de tous les investissements des IFI.

### **Alliance globale contre le trafic des femmes** (The Global Alliance Against Traffic in Women)

[www.gaatw.net](http://www.gaatw.net)

The Global Alliance Against Traffic in Women (GAATW) est une alliance de plus de 80 ONG de toutes les régions du monde qui visent à affronter les aspects essentiels du trafic des personnes: le travail forcé dans tous les secteurs de l'économie formelle et informelle ainsi que les sphères publiques et privées. Les organisations de GAATW défendent également les droits et la sécurité de tout-e-s les migrant-e-s et de leurs familles contre les menaces d'un marché de travail de plus en plus global et informel.

### **Projet pour l'accès global à la santé**

(Health Global Access Project)

[www.healthgap.org](http://www.healthgap.org)

Health Global Access Project est une organisation d'activistes contre le Sida et pour les droits humains, de personnes qui vivent avec le VIH/Sida, d'experts dans le domaine de la santé publique, de militant-e-s pour le commerce équitable basé-e-s aux Etats-Unis qui mènent campagne contre les politiques de négligence et d'avarice qui refusent des traitements à des millions et qui contribuent à propager l'épidémie du VIH.

### **Association internationale pour une économie féministe**

(International Association for Feminist Economics)

[www.iaffe.org](http://www.iaffe.org)

International Association for Feminist Economics est une organisation à but non-lucratif qui vise à faire avancer les recherches féministes dans le domaine économique et à former des économistes dans des approches féministes.

### **Forum international sur la mondialisation**

(International Forum on Globalization)

[www.ifg.org](http://www.ifg.org)

The International Forum on Globalization est une institution Nord-Sud basée sur la recherche et l'éducation et composée d'activistes, économistes, universitaires et chercheurs-ses important-e-s qui fournissent des analyses et des critiques des impacts culturels, sociaux, politiques et environnementaux de la mondialisation économique.

### **Réseau international sur le genre et le commerce**

(The International Gender and Trade Network)

[www.igtn.org](http://www.igtn.org)

The International Gender and Trade Network (IGTN) est un réseau de spécialistes féministes qui fournissent des informations techniques sur des questions portant sur le genre et le commerce. IGTN agit comme force politique catalytique et élargit l'espace dédié aux perspectives féministes critiques et à des actions sur les questions de commerce et de mondialisation.

### **Syndicat international des travailleurs-ses du sexe**

(International Union of Sex Workers)

[www.iusw.org](http://www.iusw.org)

The International Union of Sex Workers milite pour les droits humains, civiques et du travail des personnes qui travaillent dans l'industrie du sexe.

### **Justice dans l'emploi (Jobs with Justice)**

[www.jwj.org](http://www.jwj.org)

Jobs with Justice est un réseau de coalitions locales dédiées à diverses questions et composées de syndicats ouvriers, d'églises, d'étudiants, et d'organisations communautaires pour les droits du travail. Ce réseau fait partie d'une campagne plus vaste pour la justice économique et sociale. En employant des campagnes pour la justice comme forme de revendication, Jobs with Justice construit

des coalitions qui vont au-delà des questions de justice au travail et se penchent notamment sur des questions de logements abordables, de couverture maladie universelle, ainsi que beaucoup d'autres questions liées au développement communautaire.

### **Coalition Notre monde n'est pas à vendre**

(Our World is Not for Sale Coalition)

[www.ourworldisnotforsale.org](http://www.ourworldisnotforsale.org)

The Our World is Not for Sale Coalition est un réseau international d'organisations, de militant-e-s et de mouvements sociaux qui mettent en cause les accords de commerce et d'investissements formulés dans l'intérêt des multinationales les plus puissantes au monde et aux frais des gens et de l'environnement.

### **Partenaires dans la santé (Partners In Health)**

[www.pih.org](http://www.pih.org)

Partners In Health est une organisation à but non-lucratif qui travaille en partenariat avec des communautés et groupes locaux-ales sur des projets qui visent à améliorer la santé des communautés pauvres et à combattre les facteurs sociaux et économiques qui constituent des obstacles à la santé.

### **L'espace rose (The Pink Space)**

[www.pinkspace.com.cn](http://www.pinkspace.com.cn)

Cette organisation basée à Beijing défend des mouvements pour les droits sexuels en Chine et établit des partenariats avec des activistes, professionnel-le-s et universitaires de la Chine continentale, Hong Kong et Taiwan. L'espace rose se penche surtout sur les femmes opprimées sexuellement, un groupe qui inclue "les travailleurs-ses du sexe, les personnes handicapées, les mères célibataires, les femmes divorcées, les femmes âgées, les femmes séropositives, les jeunes, les personnes lesbiennes, bisexuel-le-s et trans, etc." L'organisation offre des espaces – à travers une hotline, des ateliers et des rencontres – pour permettre à ces personnes de parler de leur sexualité. Elle fournit également du soutien technique pour aider ces communautés à répondre à leurs besoins et réaliser leurs droits sexuels.

### **Projet pour le plaisir** (The Pleasure Project)

[www.thepleasureproject.org](http://www.thepleasureproject.org)

The Pleasure Project est une initiative pédagogique qui promeut des programmes de prévention du VIH et des maladies sexuellement transmissibles dans une approche positive de la sexualité. Cette initiative travaille avec des ONG et le secteur de santé publique et propose des formations, des conseils, de la recherche et des publications aux professionnels dans le domaine de la santé sexuelle qui souhaitent adopter une approche plus positive de la sexualité dans leur travail.

### **Queers pour la justice économique**

(Queers for Economic Justice)

<http://qej.tripod.com/qej2/index.htm>

Queers for Economic Justice est une organisation progressiste à but non-lucratif dédiée à la promotion de la justice économique dans le contexte d'une libération sexuelle et de genre, et qui vise à changer les systèmes qui engendrent la pauvreté et l'injustice économique dans nos communautés.

### **Refuser et résister!** (Refuse and Resist!)

[www.refuseandresist.org](http://www.refuseandresist.org)

Refuse and Resist! est une organisation nationale sans appartenance politique qui promeut et encourage de nombreux types de résistance, prenant la parole dans des écoles, des communautés et dans les médias, organisant des forums, des réunions, et des manifestations, et créant et mettant en scène des œuvres culturelles.

### **Le Projet des travailleurs-ses du sexe au Centre urbain pour la justice** (The Sex Workers' Project at the Urban Justice Center)

[www.sexworkersproject.org](http://www.sexworkersproject.org)

The Sex Workers' Project (SWP) at the Urban Justice Center propose des services et des formations légales et documente et milite pour de meilleures politiques pour les travailleurs-ses du sexe. En basant leur plaidoyer sur de la documentation, des analyses politiques, des formations pédagogiques, et en collaborant avec des prestataires de services communautaires, SWP offre des solutions pratiques et sur le long terme aux problèmes que connaissent ces populations vulnérables et marginalisées.

### **Programme sexualité et développement**

(The Sexuality and Development Programme)

[www.ids.ac.uk/go/research-teams/participation-team/projects-and-outputs/realising-sexual-rights](http://www.ids.ac.uk/go/research-teams/participation-team/projects-and-outputs/realising-sexual-rights)

The Sexuality and Development Programme à l'Institut pour les études sur le développement est un groupe de recherche qui cherche à repenser la relation entre la sexualité, les droits et le développement et à établir des liens plus solides entre des personnes qui luttent pour leurs droits sexuels dans divers contextes.

### **Projet légal Sylvia Rivera** (Sylvia Rivera Law Project)

[www.srlp.org](http://www.srlp.org)

Sylvia Rivera Law Project (SRLP) est un collectif qui vise à garantir que chacun-e soit libre de déterminer sa propre identité et expression de genre, quels que soient ses moyens financiers et son appartenance raciale, sans être harcelé-e ou faire face à des discriminations et des violences. Fondé sur le principe que l'auto-détermination de genre est intimement liée à la justice raciale, sociale et économique, SRLP cherche à augmenter l'influence politique et la visibilité des personnes de couleur à revenu faible qui sont trans, intersexuées, ou qui ne se conforment pas aux normes rigides de genre. SRLP vise également à améliorer l'accès de ces communautés à des services sociaux, légaux, et de santé.

### **Uni-e-s pour une économie équitable**

(United for a Fair Economy)

[www.faireconomy.org](http://www.faireconomy.org)

United for a Fair Economy sensibilise le public au fait que lorsque la richesse et le pouvoir sont concentrés, l'économie est déstabilisée, la démocratie corrompue, les divisions raciales aggravées, et les communautés déchirées.

**PUBLICATIONS**

- Alexander, M. Jacqui. *Pedagogies of Crossing: Meditations on Feminism, Sexual Politics, Memory, and the Sacred*. Durham, NC: Duke University Press, 2005.
- Armas, Henry. *Whose Sexualities Count: Poverty, Participation and Sexual Rights*. Working Papers Series 294. Brighton, UK: The Institute of Development Studies, 2007.
- Bakker, Isabella, ed. *The Strategic Silence: Gender and Economic Policy*. Atlantic Highlands, NJ: Zed Books, 1994.
- Bakker, Isabella and Stephen Gill, eds. *Power, Production and Social Reproduction: Human In/Security in the Global Political Economy*. New York: Palgrave, 2003.
- Barker, Nicola. "Sex and the Civil Partnership Act: The Future of (Non) Conjugalities?" *Feminist Legal Studies* 14.2 (2006) 241–59.
- Bedford, Kate. *Developing Partnerships: Gender, Sexuality, and the Reformed World Bank*. Minneapolis: University of Minnesota, 2009 (à venir).
- Beneria, Lourdes and Shelley Feldman, eds. *Unequal Burden: Economic Crises, Persistent Poverty, and Women's Work*. Boulder, CO: Westview Press, 1992.
- Benson, Todd. "Brazil to Copy AIDS Drug Made by Abbott." *New York Times* 25 June 2005. [www.nytimes.com/2005/06/25/health/25drug.html](http://www.nytimes.com/2005/06/25/health/25drug.html)
- Berlant, Lauren and Michael Warner. "Sex in Public." *Critical Inquiry* 24.2 (1998): 547–66.
- Bernstein, Elizabeth. "The Meaning of the Purchase: Desire, Demand and the Commerce of Sex." *Ethnography* 2.3 (2001): 389–420.
- Beyond Marriage. "Beyond Same-Sex Marriage." 26 July 2006. [http://www.beyondmarriage.org/full\\_statement.html](http://www.beyondmarriage.org/full_statement.html)
- Brodie, Janine. "Shifting The Boundaries: Gender and the Politics of Restructuring." *The Strategic Silence*. Ed. Isabella Baaker. Atlantic Highlands, NJ: Zed Books, 1994. 46–60.
- Bowlus, Audra J. and Shannon Seitz. "Domestic Violence, Employment, and Divorce." *International Economic Review* 47.4 (2006): 1113–49.
- Campaign for a Convention on Sexual Rights and Reproductive Rights: Manifesto. 2nd ed. Translated Sharmila Bhushan. Lima, Perú, 2006.
- Cohen, Cathy. *The Boundaries of Blackness: AIDS and the Breakdown of Black Politics*. Chicago: University of Chicago Press, 1999.
- Conaghan, Joanne and Emily Grabham. "Sexuality and the Citizen Carer: The Good Gay and the Third Way." *Northern Ireland Legal Quarterly* 58 (2007): 325–341
- Cornwall, Andrea, Sonia Correa, and Susan Jolly, eds. *Development with a Body—Sexualities, Development and Human Rights*. London: Zed Books, 2008.
- Datta, Rekha. "From Development to Empowerment: The Self-Employed Women's Association in India." *International Journal of Politics, Culture and Society* 16.3 (2003): 351–68.
- DAWN, *Population and Reproductive Rights: Feminist Perspectives from the South*, Calabar, Cross River State, Nigeria: DAWN, 1994.
- De Sario, Beppe. 2007. "'Precari su Marte': An Experiment in Activism Against Precarity." *Feminist Review* 87 (2007): 21–39.
- Duggan, Lisa. *The Incredible Shrinking Public: Sexual Politics and the Decline of Democracy*. Boston: Beacon Press, 2002.
- Elson, Diane. "Gender-Aware Analysis and Development Economics." *The Political Economy of Development and Underdevelopment*, 6th edition. Eds. K. P. Jameson and C.K Wilber. New York: McGraw Hill, 1996.
- Erikson, Loree. "Revealing Femmegimp: A Sex-Positive Reflection on Sites of Shame as Sites of Resistance for People with Disabilities." *Atlantis* 31.2 (2007): 42–52.
- Fantone, Laura. "Precarious Changes: Gender and Generational Politics in Contemporary Italy." *Feminist Review* 87 (2007): 5–20.
- Ferrie, J., et al. "The Health Effects of Anticipation of Major Organizational Change and Job Insecurity." *Social Science and Medicine* 46.2 (1998): 243–54.
- Finkelhor, David. "The International Epidemiology of Child Sexual Abuse." *Child Abuse and Neglect* 18.5 (1994): 409–17.
- Folbre, Nancy. *Who Pays for the Kids? Gender and the Structures of Constraint*. New York: Routledge, 1994.
- Foucault, Michel. "Governmentality." *The Foucault Effect: Studies in Governmentality*. Eds. Graham Burchell, Colin Gordon, and Peter Miller. Chicago: University of Chicago Press, 1991. 87–104.
- Fudge, Judy and Rosemary Owens. "Precarious Work, Women, and the New Economy: The Challenge to Legal Norms." *Precarious Work, Women And the New Economy: The Challenge to Legal Norms*. Eds. Fudge and Owens. Oxford: Hart Publishing, 2006. 3–27.
- Gill, Lesley. *Precarious Dependencies: Gender, Class, and Domestic Service in Bolivia*. New York: Columbia University Press, 1994.

- Girard, Françoise. "The Global Implications of US Domestic and International Policies on Sexuality." International Working Group for Sexuality and Social Policy Working Papers, no. 1 (2004). [www.mailman.hs.columbia.edu/cgsh/cgsh.html](http://www.mailman.hs.columbia.edu/cgsh/cgsh.html)
- Glenn, Evelyn Nakano. "From Servitude to Service Work: Historical Continuities in the Racial Division of Paid Domestic Labor." *Signs* 18.1 (1992): 1–44.
- Goldman, Michael. *Imperial Nature: The World Bank and Struggles for Social Justice in the Age of Globalization*. New Haven, CT: Yale University Press, 2005.
- Hardisty, Jean. *Pushed to the Altar: The Right Wing Roots of Marriage Promotion*. Marriage Promotion series pt 1. Somerville, MA: Political Research Associates/Women of Color Resource Center, 2008.
- Hughes, Solomon. *The War on Terror, Inc. Corporate Profiteering From the Politics of Fear*. Verso: London, 2007.
- Ilkharacan, Ipek and Gulsah Seral. "Sexual Pleasure as a Woman's Human Right: Experiences from a Grassroots Training Program in Turkey." *Women and Sexuality in Muslim Societies. Istanbul, Turkey: Women for Women's Human Rights*. Eds. Ilkharacan, Pinar. Istanbul, Turkey: Women for Women's Human Rights, 2000. 187–96.
- Jakobsen, Janet and Ann Pellegrini. *Love the Sin: Sexual Regulation and the Limits of Religious Tolerance*. New York: New York University Press, 2003.
- Jansen, M., L. Snoeckx, and D. Mortelmans. "Repartnering and (re-)employment: strategies to cope with the economic consequences of partnership dissolution." Paper delivered at the British Household Panel Survey Conference, 5–7 July 2007, University of Essex, Colchester UK.
- Kempadoo, Kamala. *Sexing the Caribbean: Gender, Race and Sexual Labor*. New York: Routledge, 2004.
- Klein, Naomi. *The Shock Doctrine: The Rise of Disaster Capitalism*. New York: Metropolitan Books, 2007.
- León, Irene and Phumi Mtetwa. *Globalization: GLBT alternatives*. Quito, Ecuador: GLBT South-South Dialogue, 2003.
- León, Irene, ed. *Mujeres en Resistencia: experiencias, visiones y propuestas*. Quito, Ecuador: ALAI, FEDAEPS-Ecuador, Marcha Mundial de las Mujeres, Red latinoamericana Mujeres Transformando la Economía, Articulación de Mujeres CLOC/Vía Campesina, Dialogo Sur/Sur LGBT, 2005.
- Lind, Amy. *Gendered Paradoxes: Women's Movements, State Restructuring, and Global Development in Ecuador*. University Park: Pennsylvania State University Press, 2005.
- Martin, Nicole. "Women Worse Off After Divorce." *Daily Telegraph* 7 July 2007.
- Mink, Gwendolyn. *Welfare's End*. Ithaca, NY: Cornell University Press, 1998.
- Moser, Caroline. *Gender Planning and Development: Theory, Practice and Training*. New York: Routledge, 1993.
- Oswin, Natalie. "Producing Homonormativity in Neoliberal South Africa: Recognition, Redistribution, and the Equality Project." *Signs* 32.3 (2007): 649–69.
- Perkins-Gilman, Charlotte. *Women and Economics*. New York: Source Book Press, 1970 [1898].
- Peterson, V. Spike. *A Critical Rewriting of Global Political Economy: Integrating Reproductive, Productive and Virtual Economies*. New York: Routledge, 2003.
- Precarias a la deriva. "Adrift Through the Circuits of Feminized Precarious Work." *Feminist Review* 77 (2004): 157–61.
- Prügl, Elisabeth. "Toward a Feminist Political Economics." *International Feminist Journal of Politics* 4.1 (2002): 31–7.
- Puar, Jasbir. "Circuits of Queer Mobility: Tourism, Travel, and Globalization." *GLQ* 8.1–2 (2002): 101–37.
- Richardson, Diane. "Desiring Sameness? The Rise of a Neoliberal Politics of Normalisation." *Antipode* 32.2 (2005): 515–35.
- Rittich, Kerry. *Recharacterizing Restructuring: Law, Distribution and Gender in Market Reform*. New York: Kluwer Law International, 2002.
- Rose, Nikolas. *Powers of Freedom: Reframing Political Thought*. Cambridge: Cambridge University Press, 1999.
- Roseneil, Sasha. "Why We Should Care About Friends: An Argument for Queering the Care Imaginary in Social Policy." *Social Policy and Society* 3.4 (2004): 409–19.
- Rubin, Gayle. "Thinking Sex: Notes for a Radical Theory of the Politics of Sexuality." *The Lesbian and Gay Studies Reader*. Eds. Henry Abelove, Michèle Aina Barale, and David M. Halperin. New York: Routledge, 1993 [1984]. 3–44.
- Sen, Amartya. *Development as Freedom*. New York: Anchor Books, 1999.
- Sen, Gita, and Caren Grown. *Development, Crises, and Alternative Visions: Third World Women's Perspectives*. New York: Monthly Review Press, 1987.
- Siegrist, J. "Adverse Health Effects of High-Effort/Low-Reward Conditions." *Journal of Occupational Health and Psychology* 1.1 (1996): 27–41.
- Sparr, Pamela, ed. *Mortgaging Women's Lives: Feminist Critiques of Structural Adjustment*. London: Zed Books, 1994.
- United Nations. *Human Security Now: Protecting and Empowering People, the Final Report of the Un Commission on Human Security*. New York: United Nations, 2003.
- van Dijck, Pitou. "The World Bank and the Transformation of Latin American Society." *Politics of Expertise in Latin America*. Eds. Miguel Centeno and Patricio Silva. New York: St. Martin's Press, 1998. 96–125.
- Vosko, Leah. "Gender, Precarious Work, and the International Labor Code: The Ghost in the ILO Closet." *Precarious Work, Women, and the New Economy: The Challenge to Legal Norms*. Eds. Fudge and Owens. Oxford: Hart Publishing, 2006. 53–76.

Waring, Marilyn. *If Women Counted: A New Feminist Economics*. San Francisco: Harper and Row, 1998.

Watson, Beccah Golubock. "Beyond Marriage: Love and the Law." *The Nation* 29 January 2007. [www.thenation.com/doc/20070212/watson](http://www.thenation.com/doc/20070212/watson)

Williamson, John H. "What Washington Means by Policy Reform." *Latin American Adjustment: How Much Has Happened?* Ed. John Williamson. Washington, D.C.: Institute for International Economics, 1990.

\_\_\_\_\_. "Appendix. Our Agenda and the Washington Consensus." *After the Washington Consensus: Restarting Growth and Reform in Latin America*. Eds. Pedro-Pablo Kuczynski and John Williamson. Washington D.C.: Institute for International Economics, 2003. 323–31.

Wilson, Ara. *The Intimate Economies of Bangkok: Tomboys, Tycoons, and Avon Ladies in the Global City*. Berkeley: University of California Press, 2004.

Wollstonecraft, Mary. *A Vindication of the Rights of Woman*. Edited with an introduction by Miriam Brody. London: Penguin Books, 1992 [1792].

World Association for Sexual Health. *Sexual Health for the Millennium. A Declaration and Technical Document*. Minneapolis, MN: World Association for Sexual Health, 2008.

Young, Claire, and Susan Boyd. "Losing the Feminist Voice? Debates on The Legal Recognition of Same Sex Partnerships in Canada." *Feminist Legal Studies* 14.2 (2006): 213–40.

## SITES WEB

AVERT. "President Bush's Emergency Plan for AIDS Relief." January 23, 2008. [www.avert.org/pepfar.htm](http://www.avert.org/pepfar.htm)

\_\_\_\_\_. "Worldwide HIV & AIDS Statistics Commentary." November 26, 2007. [www.avert.org/worlstatinfo.htm](http://www.avert.org/worlstatinfo.htm)

\_\_\_\_\_. "Funding for the HIV and AIDS Epidemic." June 26, 2007. [www.avert.org/aidsmoney.htm](http://www.avert.org/aidsmoney.htm)

Banque mondiale. "World Development Indicators." 2006. [www.worldbank.org/date](http://www.worldbank.org/date)

Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM). "Facts and Figures: Sexual Violence in Non-Conflict Situations." Octobre 2004.

[www.unifem.org.in/PDF/Statistics%20VAW1-%20Oct'04.doc](http://www.unifem.org.in/PDF/Statistics%20VAW1-%20Oct'04.doc)

Health GAP (Global Access Project). "Between the Lines: GAO Report on PEPFAR Prevention Programs." April 5, 2006. [www.healthgap.org/camp/pepfar\\_docs/HGAPPepfar0406.pdf](http://www.healthgap.org/camp/pepfar_docs/HGAPPepfar0406.pdf)

The Henry J. Kaiser Family Foundation. "HIV/AIDS Policy Fact Sheet: Women and HIV/AIDS in the United States." July 2007. [www.kff.org/hivaids/upload/6092-04.pdf](http://www.kff.org/hivaids/upload/6092-04.pdf)

Intimate Labors: An Interdisciplinary Conference on Domestic, Care and Sex Work. University of California, Santa Barbara. October 4–6, 2007. Organized by Eileen Boris and Rhacel Parreñas. [www.ihc.ucsb.edu/intimatelabors](http://www.ihc.ucsb.edu/intimatelabors)

Khaitan, Tarunabh. "Violence Against Lesbians in India." *Alternative Law Forum*. 12 December 2004. [www.altlawforum.org/Resources/lexlib/document.2004-12-21.9555696555/view?searchterm=lesbian](http://www.altlawforum.org/Resources/lexlib/document.2004-12-21.9555696555/view?searchterm=lesbian)

Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales. "Population, Development and HIV/AIDS with Particular Emphasis on Poverty: The Concise Report." 2005. [www.un.org/esa/population/publications/concise2005/PopdevHIVAIDS.pdf](http://www.un.org/esa/population/publications/concise2005/PopdevHIVAIDS.pdf)

Organization mondiale de la santé. "Towards Universal Access: Scaling Up Priority HIV/AIDS Interventions in the Health Sector." April 2007. [www.who.int/hiv/mediacentre/universal\\_access\\_progress\\_report\\_en.pdf](http://www.who.int/hiv/mediacentre/universal_access_progress_report_en.pdf)

Out of Control Lesbian Committee to Support Women Political Prisoners. [www.prisonactivist.org/ooc](http://www.prisonactivist.org/ooc)

Programme des Nations Unies pour le développement. "The Human Development Concept." 2005. <http://hdr.undp.org/en/humandev>

RAND. "HIV Cost and Services Utilization Study." 1999. [www.rand.org/health/projects/hcsus](http://www.rand.org/health/projects/hcsus)

Reuters. "Abbott to Cut AIDS Drug Price Amid Patent Row." 10 April 2007. [www.reuters.com/article/governmentFilingsNews/idUSN1031946020070410](http://www.reuters.com/article/governmentFilingsNews/idUSN1031946020070410)

SIECUS. "Policy Update." July 2005. [www.siecus.org/policy/PUupdates/pdate0192.html](http://www.siecus.org/policy/PUupdates/pdate0192.html)

US Centers for Disease Control and Prevention. "HIV and AIDS—United States, 1981–2000." *MMWR Weekly* 1 June 2001. [www.cdc.gov/MMWR/preview.mmwrhtml/mm5021a2.htm#tab1](http://www.cdc.gov/MMWR/preview.mmwrhtml/mm5021a2.htm#tab1)